

# SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

---

(N. 772)

## DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**  
(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro dell'Interno**  
(SCALFARO)

col **Ministro di Grazia e Giustizia**  
(MARTINAZZOLI)

col **Ministro del Tesoro**  
(GORIA)

e col **Ministro per gli Affari Regionali**  
(ROMITA)

(V. Stampato Camera n. 780)

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 30 maggio 1984*

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 5 giugno 1984*

---

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea sulla  
cooperazione transfrontaliera delle collettività o autorità  
territoriali, con allegato, adottata a Madrid il 21 maggio 1980

---

**DISEGNO DI LEGGE**  
—

## Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione quadro europea sulla cooperazione transfrontaliera delle collettività e autorità territoriali, con allegato, adottata a Madrid il 21 maggio 1980.

## Art. 2.

Piena e intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 9, paragrafi 2 e 3, della convenzione stessa.

## Art. 3.

La conclusione degli accordi e delle intese tra gli enti elencati al successivo articolo 4 è subordinata alla previa stipulazione da parte dello Stato di accordi bilaterali con gli Stati confinanti, contenenti l'indicazione delle materie che possono formare oggetto degli stessi accordi ed intese, secondo quanto previsto dall'articolo 3, paragrafo 2, della convenzione.

In nessun caso possono essere stipulati accordi che rechino pregiudizio agli interessi politici ed economici nazionali, della difesa e dell'ordine e della sicurezza pubblica.

## Art. 4.

Gli enti che possono stipulare gli accordi e le intese previsti dalla convenzione sono, conformemente alle dichiarazioni rese dal Governo all'atto della firma della convenzione medesima, le regioni, le province, i comuni, le comunità montane, i consorzi comunali e provinciali di servizi e d'opere.

La profondità della fascia, entro la quale devono essere situati gli enti territoriali

italiani abilitati a stipulare i suddetti accordi ed intese e che non siano direttamente confinanti con gli Stati esteri, è di 25 chilometri dalla frontiera.

Qualora il confine tra l'Italia e lo Stato estero con il quale vengono stipulati gli accordi bilaterali passi attraverso un mare territoriale, la suddetta fascia è calcolata a partire dalla linea mediana dello stesso mare territoriale.

#### Art. 5.

Gli accordi da stipularsi dalle regioni e dagli altri enti sopraindicati devono essere adottati previa intesa col Governo che può all'uopo delegare, per determinate categorie di enti, organi periferici dello Stato.

#### Art. 6.

Gli atti delle regioni e degli altri enti, che approvano gli accordi e le intese, sono soggetti ai controlli previsti dal vigente ordinamento.

**CONVENTION-CADRE EUROPÉENNE**  
**sur la coopération transfrontalière**  
**des collectivités ou autorités territoriales**

PRÉAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres et de promouvoir la coopération entre ceux-ci;

Considérant qu'aux termes de l'article 1.er du Statut du Conseil de l'Europe, ce but sera poursuivi notamment par la conclusion d'accords dans le domaine administratif;

Considérant que le Conseil de l'Europe tend à assurer la participation des collectivités ou autorités territoriales de l'Europe à la réalisation de son but;

Considérant l'importance que peut revêtir pour la poursuite de cet objectif, la coopération des collectivités ou autorités territoriales frontalières dans des matières telles que le développement régional, urbain et rural, la protection de l'environnement, l'amélioration des infrastructures et des services offerts aux citoyens et l'entraide en cas de sinistre;

Considérant qu'il découle de l'expérience acquise que la coopération des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe est de nature à permettre une meilleure exécution de leur mission, qu'elle est susceptible en particulier de contribuer à la mise en valeur et au développement des régions frontalières;

Résolus à favoriser autant que possible cette coopération et à contribuer ainsi au progrès économique et social des régions frontalières et à la solidarité qui unit les peuples européens,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1.

Chaque Partie contractante s'engage à faciliter et à promouvoir la coopération transfrontalière entre les collectivités ou autorités territoriales relevant de sa juridiction et les collectivités ou autorités

territoriales relevant de la compétence d'autres Parties contractantes. Elle s'efforcera de promouvoir la conclusion des accords et arrangements qui s'avéreront nécessaires à cette fin dans le respect des dispositions constitutionnelles propres à chaque Partie.

#### ARTICLE 2.

1. Est considérée comme coopération transfrontalière, au sens de la présente Convention, toute concertation visant à renforcer et à développer les rapports de voisinage entre collectivités ou autorités territoriales relevant de deux ou plusieurs Parties contractantes, ainsi que la conclusion des accords et des arrangements utiles à cette fin. La coopération transfrontalière s'exercera dans le cadre des compétences des collectivités ou autorités territoriales, telles qu'elles sont définies par le droit interne. L'étendue et la nature de ces compétences ne sont pas affectées par la présente Convention.

2. Aux fins de la présente Convention, l'expression « collectivités ou autorités territoriales » s'entend des collectivités, autorités ou organismes exerçant des fonctions locales et régionales et considérées comme telles dans le droit interne de chaque Etat. Toutefois, chaque Partie contractante peut, au moment de la signature de la présente Convention ou par voie de communication ultérieure au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, désigner les collectivités, autorités ou organismes, les objets et les formes auxquels elle entend limiter le champ d'application ou qu'elle entend exclure du champ d'application de la présente Convention.

#### ARTICLE 3.

1. Aux fins de la présente Convention, les Parties contractantes favoriseront, sous réserve des dispositions de l'article 2, paragraphe 2, les initiatives des collectivités et autorités territoriales prenant en considération les schémas d'arrangements entre collectivités et autorités territoriales élaborés dans le cadre du Conseil de l'Europe. Elles pourront, si elles l'estiment nécessaire, prendre en considération les modèles d'accords interétatiques, bilatéraux ou multilatéraux mis au point au Conseil de l'Europe et destinés à faciliter la coopération entre les collectivités et autorités territoriales.

Les arrangements et les accords à conclure pourront notamment s'inspirer des modèles et schémas d'accords, de statuts et de contrats annexés à la présente Convention numérotés de 1.1 à 1.5 et de 2.1 à 2.6 moyennant les adaptations rendues nécessaires par la situation particulière propre à chaque Partie contractante. Ces modèles et schémas d'accords, de statuts et de contrats, étant de nature indicative, n'ont pas de valeur conventionnelle.

2. Dans le cas où les Parties contractantes estiment nécessaire de conclure des accords interétatiques, ceux-ci peuvent notamment

fixer le cadre, les formes et les limites dans lesquelles ont la possibilité d'agir les collectivités et autorités territoriales concernées par la coopération transfrontalière. Chaque accord peut également déterminer les collectivités ou organismes auxquels il s'applique.

3. Les dispositions qui précèdent n'affectent pas la faculté pour les Parties contractantes de recourir d'un commun accord à d'autres formes de coopération transfrontalière. De même, les dispositions de la présente Convention ne sauraient être interprétées comme rendant caducs des accords de coopération déjà existants.

4. Les accords et arrangements seront conclus dans le respect des compétences prévues par le droit interne de chaque Partie contractante en matière de relations internationales et d'orientation politique générale, ainsi que dans le respect des règles de contrôle ou de tutelle auxquelles sont soumises les collectivités ou autorités territoriales.

5. A cet effet, chaque Partie contractante peut, au moment de la signature de la présente Convention ou par voie de communication ultérieure au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, indiquer les autorités qui, selon son droit interne, sont compétentes pour exercer le contrôle ou la tutelle à l'égard des collectivités et autorités territoriales concernées.

#### ARTICLE 4.

Chaque Partie contractante s'efforcera de résoudre les difficultés d'ordre juridique, administratif ou technique qui sont de nature à entraver les développements et le bon fonctionnement de la coopération transfrontalière et se concertera autant que de besoin avec la ou les autres Parties contractantes intéressées.

#### ARTICLE 5.

Dans le cas d'une coopération transfrontalière entreprise conformément aux dispositions de la présente Convention, les Parties contractantes envisageront l'opportunité d'accorder aux collectivités ou autorités territoriales qui y participent les mêmes facilités que dans le cas où la coopération s'exercerait sur le plan interne.

#### ARTICLE 6.

Toute Partie contractante fournira dans toute la mesure du possible les informations qui lui sont demandées par une autre Partie contractante en vue de faciliter la mise en œuvre par celle-ci des obligations qui lui incombent en vertu de la présente Convention.

## ARTICLE 7.

Chaque Partie contractante veillera à ce que les collectivités ou autorités territoriales concernées soient informées des moyens d'action qui leur sont offerts par la présente Convention.

## ARTICLE 8.

1. Les Parties contractantes transmettront au Secrétaire Général toute information appropriée relative aux accords et aux arrangements visés à l'article 3.

2. Toute proposition faite par l'une ou plusieurs Parties contractantes en vue de compléter ou de développer la Convention ou les modèles d'accords et d'arrangements sera transmise au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Celui-ci la soumettra au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe qui décidera des suites à donner.

## ARTICLE 9.

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt du quatrième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, à condition que deux au moins des Etats ayant accompli cette formalité aient une frontière commune.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

## ARTICLE 10.

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres pourra décider, à l'unanimité des voix exprimées, d'inviter tout Etat européen non membre à adhérer à la présente Convention. Cette invitation devra recevoir l'accord exprès de chacun des Etats ayant ratifié la Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

## ARTICLE 11.

1. Toute Partie contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

## ARTICLE 12.

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention:

- a) toute signature;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention, conformément à son article 9;
- d) toute déclaration reçue en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 ou du paragraphe 5 de l'article 3;
- e) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 11 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Madrid, le 21 mai 1980, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe et à tout Etat invité à adhérer à la présente Convention.

*Pour le Gouvernement de la République d'Autriche*

E. LANC

*Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique*

*Pour le Gouvernement de la République de Chypre*

*Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark*

*Pour le Gouvernement de la République française*

*Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne*

H-J. ORDEMANN

*Pour le Gouvernement de la République hellénique*

*Pour le Gouvernement de la République islandaise*

*Pour le Gouvernement d'Irlande*

S. BARRETT

*Pour le Gouvernement de la République italienne*

MARINO CORDER

*Pour le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein*

*Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg*

J. SPAUTZ

*Pour le Gouvernement de Malte*

*Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas*

J. VAN E. TENGBERGEN

*Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège*

INGER L. VALLE

*Pour le Gouvernement de la République portugaise*

*Pour le Gouvernement du Royaume de l'Espagne*

*Pour le Gouvernement du Royaume de Suède*

KARL BOO

*Pour le Gouvernement de la Confédération suisse*

*Pour le Gouvernement de la République turque*

*Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et  
l'Irlande du Nord*

## ANNEXE (1)

**Modèles et schémas d'accords, de statuts et de contrats  
en matière de coopération transfrontalière des collectivités  
ou autorités territoriales**

Ce système gradué d'accords modèles a été conçu en distinguant deux catégories principales définies d'après le niveau de conclusion de l'accord:

modèles d'accords interétatiques sur la coopération transfrontalière aux niveaux régional et local;

schémas d'accords, de contrats et de statuts pouvant servir de support à la coopération transfrontalière entre autorités ou collectivités territoriales.

Comme le montre le tableau ci-après, seuls les deux modèles d'accords interétatiques sur la promotion de la coopération transfrontalière et sur la concertation régionale transfrontalière sont exclusivement de la compétence des Etats. Les autres accords interétatiques ne font que fixer le cadre juridique permettant la réalisation d'accords ou de contrats entre autorités ou collectivités territoriales, dont les schémas respectifs sont classés dans la deuxième catégorie.

**1. MODÈLES D'ACCORDS INTERÉTATIQUES****Clauses générales pour les accords interétatiques**

1.1 Modèle d'accord interétatique sur la promotion de la coopération transfrontalière;

1.2 Modèle d'accord interétatique sur la concertation régionale transfrontalière;

1.3 Modèle d'accord interétatique sur la concertation locale transfrontalière;

1.4 Modèle d'accord interétatique sur la coopération contractuelle transfrontalière entre autorités locales;

1.5 Modèle d'accord interétatique concernant les organismes de coopération transfrontalière entre autorités locales.

---

(1) Comme il est indiqué à l'article 3, paragraphe 1, second alinéa, de la Convention, les modèles et schémas d'accords, de statuts et de contrats étant de nature indicative, n'ont pas de valeur conventionnelle.

2. SCHEMAS D'ACCORDS, DE STATUTS ET DE CONTRATS À CONCLURE ENTRE AUTORITÉS LOCALES
- 2.1 Schéma d'accord pour la création d'une groupe de concertation entre autorités locales;
- 2.2 Schéma d'accord pour la coordination dans la gestion d'affaires publiques locales transfrontalières;
- 2.3 Schéma d'accord pour la création d'associations transfrontalières de droit privé;
- 2.4 Schéma de contrat de fourniture ou de prestation de services entre collectivités locales frontalières (de type « droit privé »);
- 2.5 Schéma de contrat de fourniture ou de prestation de services entre collectivités locales frontalières (de type « droit public »);
- 2.6. Schéma d'accord pour la création d'organismes de coopération intercommunale transfrontalière.

## 1. MODÈLES D'ACCORDS INTERÉTATIQUES

*Note liminaire:* Le système d'accords interétatiques a pour but notamment de fixer de façon précise le cadre, les formes et les limites dans lesquels les Etats souhaitent voir agir les collectivités territoriales, ainsi que d'éliminer les incertitudes juridiques de nature à provoquer des problèmes (définition du droit applicable, juridictions compétentes, recours possibles, etc.).

Par ailleurs, la conclusion d'accords interétatiques entre les Etats intéressés favorisant le développement de la coopération transfrontalière entre autorités locales aurait sans doute des conséquences favorables sur les plans suivants:

consécration officielle de la légitimité de ces procédés de coopération et encouragement pour les autorités locales à y recourir;

rôle et condition d'intervention des autorités de tutelle de surveillance ou de contrôle;

mission d'information réciproque des Etats;

liens susceptibles d'être créés entre ces formes de coopération et d'autres procédés d'actions concertées au niveau des frontières;

modification de certaines règles juridiques ou de certaines interprétations de celles-ci qui constituent des obstacles pour la coopération transfrontalière, etc.

Le système de modèles d'accord à « tiroirs », décrit au schéma figurant plus haut, permet aux gouvernements de placer la coopération frontalière dans le cadre qui leur convient le mieux, à partir du minimum constitué par l'accord sur la promotion de la coopération transfrontalière (1.1) et en ouvrant les « tiroirs » qu'ils ont admis (modèles d'accords allant de 1.2 à 1.5). L'ouverture d'un seul « tiroir », comme celle de plusieurs « tiroirs », voire de l'ensemble des « tiroirs », peut parfaitement se concevoir en même temps ou par périodes successives. Il est évident que dans le cas d'accords entre Etats ayant déjà des systèmes de droit très rapprochés, par exemple les Etats scandinaves, le recours à des accords aussi précis pourrait ne pas s'imposer.

### Clauses générales pour les modèles d'accord 1.1 à 1.5

#### ARTICLE a

1. Sont considérées comme des « autorités locales » au sens du présent accord les autorités, collectivités ou organismes exerçant des fonctions locales selon le droit interne de chaque Etat.

2. Sont considérées comme des « autorités régionales » au sens du présent accord les autorités, collectivités ou organismes exerçant des fonctions régionales selon le droit interne de chaque Etat (1).

#### ARTICLE *b*

Le présent accord ne porte pas atteinte aux modes de coopération transfrontalière existant, sous des formes diverses, dans les Etats parties et en particulier ceux qui ont été établis sur la base d'un accord international.

#### ARTICLE *c*

Les Parties informeront les autorités régionales et locales des moyens d'action qui leur sont offerts et les encourageront à y recourir.

#### ARTICLE *d*

Les termes « autorités supérieures » dans le présent accord se rapportent aux autorités gouvernementales, de tutelle, de contrôle, de surveillance, telles qu'elles sont déterminées par chaque Partie.

#### ARTICLE *e*

L'étendue et la nature des compétences des autorités locales telles qu'elles sont définies par le droit interne des Etats parties ne sont aucunement modifiées par le présent accord.

#### ARTICLE *f*

Chaque Etat peut à tout moment désigner les zones de son territoire, les objets et les formes de coopération qui sont exclus de l'application du présent accord.

Toutefois, cette désignation ne peut porter atteinte aux droits acquis dans le cadre des coopérations déjà réalisées.

#### ARTICLE *g*

Les Parties tiennent le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe informé des activités des commissions, comités et autres organes investis d'une mission en exécution du présent accord.

---

(1) Ce paragraphe 2 est supprimé pour les modèles d'accord 13, 14 et 15.

ARTICLE *h*

Les Parties pourront apporter au présent accord, par simple échange de notes, des modifications de peu d'importance, dont l'expérience aurait fait ressortir l'opportunité.

ARTICLE *i*

1. Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par son droit interne pour la mise en vigueur du présent accord, qui prendra effet à la date de la dernière notification.

2. Le présent accord est conclu pour une durée de cinq ans à partir de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'échéance, il sera renouvelé par tacite reconduction et aux mêmes conditions pour une période de cinq ans et ainsi de suite.

3. La Partie qui notifie sa dénonciation peut en limiter la portée à certains articles nommément désignés, à certaines régions géographiques ou à certains domaines d'activité. Dans ce cas, l'accord reste en vigueur pour le surplus sauf dénonciation par l'autre ou les autres Parties, dans les quatre mois de la notification qui leur est faite de la dénonciation partielle.

4. Les Parties peuvent convenir à tout moment de suspendre l'application du présent accord pour une durée déterminée. Elles peuvent de même convenir que l'activité d'une Commission ou d'un Comité déterminés sera suspendue ou qu'il y sera mis fin.

### 1.1 **Modèle d'accord interétatique sur la promotion de la coopération transfrontalière**

*Note liminaire:* Il s'agit d'un modèle d'accord interétatique contenant des dispositions générales de base et susceptible d'être conclu soit exclusivement soit conjointement à un ou plusieurs des modèles d'accords interétatiques figurant ci-dessous.

Les Gouvernements de .....  
et de .....

conscients des avantages attachés à la coopération transfrontalière tels qu'ils sont définis dans la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales sont convenus des dispositions suivantes:

## ARTICLE 1.

Les Parties s'engagent à rechercher et à promouvoir les moyens d'une coopération transfrontalière tant au niveau régional que local.

Par coopération transfrontalière, elles entendent toutes mesures concertées à caractère administratif, technique, économique, social ou culturel et aptes à raffermir et à développer les rapports de voisinage entre des zones situées de chaque côté de la frontière, ainsi que la conclusion d'accords appropriés en vue de résoudre les problèmes qui se posent dans ce domaine.

Ces mesures pourront tendre notamment à l'amélioration des conditions du développement régional et urbain, de la protection des richesses naturelles, de l'entraide en cas de sinistre et de calamité, ainsi qu'à l'amélioration des services aux populations.

#### ARTICLE 2.

Les Parties s'efforcent, en concertation entre elles, de procurer aux autorités régionales de leur ressort les moyens propres à leur permettre d'établir entre elles des liens de collaboration.

#### ARTICLE 3.

Elles s'efforcent de même de favoriser les initiatives des autorités locales en vue d'établir et de développer la collaboration transfrontalière.

#### ARTICLE 4.

Dans le cas d'une coopération transfrontalière entreprise conformément au présent accord, les autorités et collectivités locales et régionales qui y participent bénéficieront des mêmes facilités et protection que dans le cas où la coopération s'exercerait sur le plan interne.

Les autorités compétentes de chaque Partie veilleront à ce que soient prévus les crédits nécessaires à la couverture des frais de fonctionnement des organes chargés de la promotion de la coopération transfrontalière visée par le présent accord.

#### ARTICLE 5.

Chaque Partie chargera tel organe, commission ou institution qu'il désignera d'examiner la législation et la réglementation nationales en vigueur, en vue de proposer la modification des dispositions susceptibles d'entraver le développement de la coopération locale transfrontalière. Ces organes étudieront notamment l'amélioration des dispositions fiscales et douanières, les règles en matière de change et de transfert de capitaux, ainsi que les procédures réglant l'intervention des autorités supérieures, notamment en matière de tutelle ou de contrôle.

Avant de prendre les mesures visées à l'alinéa précédent, les Parties intéressées se concerteront, si nécessaire, et se communiqueront les informations nécessaires.

#### ARTICLE 6.

Les Parties veilleront à rechercher par la voie de l'arbitrage, ou autrement, la solution de questions litigieuses d'importance locale dont le règlement préalable serait nécessaire à la réussite des actions de collaboration transfrontalière.

#### 1.2 Modèle d'accord interétatique sur la concertation régional transfrontalière

*Note liminaire:* Cet accord peut soit être conclu individuellement, soit en conjonction avec un ou plusieurs des modèles d'accords interétatiques (textes 1.1 à 1.5).

#### ARTICLE 1.

En vue de promouvoir la concertation transfrontalière dans la région définie à l'annexe au présent accord, les Parties constituent une Commission mixte (désignée ci-après « Commission ») assortie, le cas échéant, d'un ou plusieurs Comités régionaux (désignés ci-après « Comités ») chargés de traiter les questions relatives à la concertation transfrontalière.

#### ARTICLE 2.

1. La Commission et le Comité sont formés de délégations composées à l'initiative de chacune des Parties.

2. Les délégations de la Commission sont composées de 8 membres au maximum, parmi lesquels 3 au moins représentent les autorités régionales. Les présidents des délégations aux Comités ou leurs représentants, participent, avec voix consultative, aux travaux de la Commission (1).

---

(1) Les chiffres relatifs aux nombres des membres de la Commission n'ont qu'un caractère indicatif et devront être adaptés aux situations particulières, comme par ailleurs l'ensemble des dispositions de ce modèle d'accord. Les auteurs des modèles d'accord ont voulu souligner par ces chiffres la nécessité de créer des Commissions composées d'un nombre limité de membres et capables de travailler avec efficacité. Par ailleurs, ils ont également voulu donner des indications sur la proportion entre, d'une part, les représentants des autorités centrales et, d'autre part, les représentants des autorités régionales,

3. Les Comités, formés de ... délégations de ... membres, sont constitués sur l'initiative de la Commission et d'entente avec les autorités régionales et locales des zones frontalières visées par le présent accord. Les délégations aux Comités seront composées de représentants de ces autorités ou d'organismes régionaux ou locaux. En outre, un délégué sera désigné par les autorités centrales. Ce dernier sera, le cas échéant, choisi parmi les organes qui représentent les autorités centrales dans les zones frontalières qui relèvent de la compétence des Comités.

4. La Commission se réunit une fois par an au moins. Les Comités se réunissent aussi souvent que les besoins l'exigent, mais au moins deux fois par an.

5. La Commission et les Comités établissent leur règlement intérieur.

#### ARTICLE 3.

Chacune des Parties assume les frais de sa délégation à la Commission.

Les frais des délégations aux Comités seront supportés par les autorités qui ont constitué ces délégations.

#### ARTICLE 4.

Afin d'assurer la coordination et la continuité des travaux de la Commission et des Comités, les Parties créent, chaque fois que le besoin s'en fait sentir, un secrétariat dont la composition, le siège, les modalités de fonctionnement et le financement sont fixés par un arrangement *ad hoc* entre les Parties sur proposition de la Commission ou, à défaut, par la Commission elle-même.

#### ARTICLE 5.

Les zones frontalières auxquelles s'étend l'application du présent accord seront déterminés dans une annexe à l'accord, annexe dont le contenu pourra être modifié par simple échange de notes.

#### ARTICLE 6.

1. Les questions qui font l'objet de la concertation transfrontalière sont celles qui se posent dans les matières suivantes (1):

développement urbain et régional;

---

(1) Cette liste n'a qu'une valeur indicative et devra être adaptée à chaque cas de coopération. Elle ne peut être interprétée comme modifiant les compétences des différentes autorités territoriales d'après le droit interne. En effet, au sein de la Commission sont représentées aussi bien les autorités centrales que régionales.

transports et communications (transports en commun, routes et autoroutes, aéroports communs, voies fluviales, ports maritimes, etc.);

énergie (centrales pour la production d'énergie, fournitures de gaz, électricité, eau, etc.);

protection de la nature (sites à protéger, zones de récréation, parcs naturels, etc.);

protection des eaux (lutte contre la pollution, construction de stations d'épuration, etc.);

protection de l'air (pollution atmosphérique, lutte contre le bruit, zones de silence, etc.);

enseignement, formation professionnelle et recherche;

santé publique (par exemple, utilisation d'un centre de soins situé dans l'une des zones par les habitants de l'autre zone);

culture, loisirs et sport (théâtres, orchestres, centres sportifs, colonies de vacances, maison des jeunes, etc.);

entraide en cas de catastrophe (incendies, inondations, épidémies, accidents d'avion, tremblements de terre, accidents de montagne, etc.);

tourisme (réalisations communes pour promouvoir le tourisme);

problèmes posés par les travailleurs frontaliers (facilités de transport, de logement, sécurité sociale, questions fiscales, problèmes d'emploi et de chômage, etc.);

projets d'activités économiques (projets d'implantations industrielles, etc.);

projets divers (usine de traitement des déchets, construction d'égouts, etc.);

amélioration de la structure agraire;

infrastructure sociale.

2. Les Parties pourront convenir par simple échange de notes de modifier cette liste.

#### ARTICLE 7.

1. Sauf dispositions particulières, la Commission est chargée de traiter les questions générales et les questions de principe, comme l'élaboration de programmes pour les Comités, la coordination et les contacts avec les administrations centrales intéressées ainsi que avec les commissions mixtes créées avant l'entrée en vigueur du présent accord.

2. La Commission a, en particulier, pour tâche de saisir, le cas échéant, les gouvernements respectifs de ses recommandations

et de celles de ses Comités, ainsi que des projets éventuels tendant à la conclusion d'accords internationaux.

3. La Commission peut faire appel à des experts pour l'étude de questions particulières.

#### ARTICLE 8.

1. Les Comités ont principalement pour tâche d'étudier les problèmes qui se posent dans les domaines visés à l'article 6 et d'émettre des propositions et des recommandations à ce sujet. Ils peuvent en être saisis par la Commission, par les autorités centrales, régionales ou locales des Parties ainsi que par des institutions, associations ou autres organismes de droit public ou privé. Ils peuvent également s'en saisir eux-mêmes.

2. Les Comités peuvent, pour l'étude de ces problèmes, constituer des groupes de travail. Ils peuvent de même faire appel à des experts et demander des avis de droit ou des rapports techniques. Les Comités doivent faire en sorte qu'une consultation aussi large que possible aboutisse à des résultats conformes à l'intérêt des populations concernées.

#### ARTICLE 9.

1. Les Comités informent la Commission des questions soumises à leur examen ainsi que des conclusions auxquelles ils ont abouti.

2. Si les conclusions appellent des décisions à l'échelon de la Commission ou des gouvernements respectifs, les Comités formulent des recommandations à l'intention de la Commission.

#### ARTICLE 10

1. Tant la Commission que les Comités sont habilités à régler, de commun accord entre leurs membres, les questions d'intérêt commun, dans la mesure où leurs membres en ont la compétence d'après la législation respective des Parties.

2. La Commission et les Comités s'informent mutuellement des décisions prises à ce sujet.

#### ARTICLE 11.

1. Les délégations au sein de la Commission ou des Comités s'informent mutuellement des mesures prises par les autorités com-

pétentes à la suite des recommandations formulées ou des projets d'accords élaborés conformément à l'article 7.2 et à l'article 9.2.

2. La Commission et les Comités examinent la suite à donner aux dispositions prises par les autorités compétentes visées à l'alinéa premier.

### **1.3 Modèle d'accord interétatique sur la concertation locale transfrontalière**

*Note liminaire:* Cet accord peut soit être conclu individuellement, soit en conjonction avec un ou plusieurs des modèles d'accords interétatiques (textes 1.1 à 1.5).

#### ARTICLE 1.

En vue d'une meilleure information réciproque et du développement de la concertation entre les autorités locales de part et d'autre des frontières, les Parties invitent ces autorités à examiner ensemble les problèmes locaux d'intérêt commun dans le cadre de groupes de concertation.

#### ARTICLE 2.

Les règles de fonctionnement de ces groupes sont définies par accord entre leurs membres. Les autorités supérieures sont associées à leurs travaux ou tenues informées de ceux-ci.

Les groupes de concertation sont associés aux travaux des commissions régionales de concertation transfrontalière dans les conditions définies par ces dernières, si de telles commissions ont été créées dans la région considérée. Réciproquement, ces commissions apportent leur concours aux travaux des groupes.

Ils peuvent également intervenir comme groupes de consultation dans le cadre de l'application d'accords interétatiques à objet particulier conclus dans le domaine de la coopération transfrontalière.

#### ARTICLE 3.

La vocation des groupes de concertation est d'assurer l'échange d'informations, la consultation réciproque, l'étude de questions d'intérêt commun, la définition d'objectifs identiques.

Leur activité s'effectue dans le respect des responsabilités propres de leurs membres et n'implique aucun transfert de compétence.

Cependant, dans le cadre d'accords de coopération, les membres de ces groupes peuvent valablement définir en commun les mesures ou restrictions qui guident leurs actions respectives ou les procédures de consultations préalables qu'ils entendent suivre.

## ARTICLE 4 (variante).

En vue de faciliter l'activité de ces groupes de concertation, les autorités locales intéressées peuvent créer, dans les limites des pouvoirs que leur attribue le droit interne, des associations destinées à fournir un support juridique à leur coopération.

Ces associations seront constituées sur la base du droit civil des associations ou du droit commercial de l'un des Etats concernés. Pour l'application du régime juridique adopté, il est fait, le cas échéant, abstraction des conditions, formalités ou autorisations particulières liées à la nationalité des membres de ces associations.

Les informations procurées aux autorités supérieures, conformément à l'article 2, comporteront tout renseignement sur les activités des associations visées au présent article.

**1.4 Modèle d'accord interétatique sur la coopération transfrontalière contractuelle entre autorités locales**

*Note liminaire:* Cet accord peut soit être conclu individuellement, soit en conjonction avec un ou plusieurs des modèles d'accords interétatiques (textes 1.1 à 1.5).

## ARTICLE 1.

La coopération transfrontalière entre autorités locales est mise en œuvre notamment par voie de contrats ayant un objet administratif, économique ou technique.

## ARTICLE 2.

Les contrats de coopération transfrontalière sont conclus par les autorités locales dans les limites de leur compétence telle qu'elle résulte du droit interne.

Ils portent notamment sur la fourniture de prestations ou de services, sur la mise en œuvre d'actions communes, sur la création d'associations constituées sur la base du droit civil ou commercial de l'un des Etats parties ou sur la participation à de telles associations (1).

## ARTICLE 3.

Les cocontractants définissent le droit applicable auxdits contrats par référence au droit des contrats (public et privé) de l'un des Etats parties au présent accord.

---

(1) La cohérence de l'accord subsisterait même si cet alinéa n'y était pas inclus.

Ils déterminent également autant que de besoin les dérogations pouvant être apportées aux dispositions non contraignantes de ce droit.

Dans le silence du contrat, le droit applicable est celui de l'Etat dont relève l'autorité locale qui, en vertu de l'accord, est chargée de l'exécution de la prestation en nature la plus importante, ou à défaut, l'autorité locale dont l'engagement financier est le plus important.

En tout état de cause, les citoyens de chacune des autorités locales qui sont parties au contrat conservent contre celles-ci tout droit d'action et recours dont elles auraient bénéficié à l'égard desdites autorités si celles-ci avaient conservé par devers elles la charge d'effectuer les prestations, fournitures ou services. Les autorités locales qui font l'objet de telle action ou recours disposent d'une action récursoire contre les autorités locales qui ont assumé la charge des prestations, fournitures ou services.

#### ARTICLE 4.

Les projets de conclusion ou de modification de contrats sont soumis simultanément dans chaque Etat aux règles ordinaires fixant l'intervention des autorités supérieures. Toutefois, aucune approbation n'est exigée de la part des autorités qui sont parties au contrat. Toute décision d'une autorité supérieure tendant à empêcher la conclusion ou l'application, ou à provoquer la résiliation, d'un contrat de coopération transfrontalière implique une concertation préalable avec des autorités supérieures homologues des autres Etats intéressés.

#### ARTICLE 5.

En cas de litige, le droit applicable définit la juridiction compétente. Toutefois, les contrats de coopération transfrontalière peuvent prévoir des clauses d'arbitrage. Les usagers et tiers conservent cependant les voies de recours existantes contre les autorités locales de l'Etat dont ils relèvent, à charge pour ces autorités de se retourner contre le cocontractant défaillant.

Les autorités supérieures prendront toutes les mesures en leur pouvoir pour assurer une prompt exécution des décisions juridictionnelles quelle que soit la nationalité du tribunal qui les a rendues.

#### ARTICLE 6.

Les contrats conclus dans le cadre du présent accord subsistent après sa dénonciation. Toutefois, les contrats comporteront une clause autorisant les parties à les résilier moyennant le respect d'un préavis d'au moins cinq ans dans le cas où le présent accord aurait été lui-même dénoncé. Les Etats parties auront la faculté de provoquer l'application de cette clause.

### **1.5 Modèle d'accord interétatique concernant les organismes de coopération transfrontalière entre autorités locales**

*Note liminaire:* Cet accord peut soit être conclu individuellement, soit en conjonction avec un ou plusieurs des modèles d'accords interétatiques (texts 1.1 à 1.5).

#### ARTICLE 1.

Pour des objets qu'elles sont admises en vertu du droit interne à réaliser dans le cadre d'une association ou d'un syndicat, les collectivités locales et autres personnes de droit public peuvent participer à des associations ou syndicats de pouvoirs locaux constitués sur le territoire d'une autre Partie conformément au droit interne de celle-ci.

#### ARTICLE 2.

Dans les limites des attributions de leurs membres, les associations ou syndicats visés à l'article 1 ont le droit d'exercer leurs activités relevant de leur objet social sur le territoire de chacune des Parties intéressées. Ils y sont soumis aux règles édictées par cet Etat, sauf dérogation admise par celui-ci.

#### ARTICLE 3.

1. L'acte constitutif de l'association ou syndicat et les status particuliers ainsi que les modifications de ces actes sont soumis à l'approbation des autorités supérieures de toutes les collectivités locales participantes. Il en est de même de l'entrée dans une association ou un syndicat déjà existant.

2. Ces actes et leur approbation seront portés à la connaissance de toutes les populations intéressées suivant les modes de publicité appliqués dans chaque Etat. Il en est de même pour tout changement du siège social ainsi que pour toute décision concernant les personnes aptes à engager l'association ou le syndicat et les limites de leur pouvoir.

3. Les actes ci-dessus seront dressés dans les langues officielles en usage dans chacun des Etats où ceux-ci devront avoir effet. Les divers textes feront également foi.

#### ARTICLE 4.

1. Les statuts règlent les rapports de droit de l'association ou syndicat. Ils comportent les matières exigées par la législation qui

les régit, conformément à l'article 1. Dans tous les cas, ils en désignent les membres, le nom et le siège. Ils définissent la mission de l'association ou du syndicat et éventuellement les fonctions et le lieu d'implantation des installations appelées à les réaliser. Ils règlent les conditions dans lesquelles les organes de gestion et d'administration sont désignés, la mesure des engagements des associés et de leur contribution aux charges communes. Les organes de gestion doivent comporter au moins un représentant des collectivités locales membres de chaque pays. Ils fixent la composition et le mode de délibération de l'assemblée générale, la forme des procès-verbaux de séance, les modes de dissolution et de liquidation, ainsi que les règles applicables en matière de budgets et de comptes.

2. Les statuts doivent en outre comporter une disposition permettant aux associés de se retirer de l'association moyennant un délai dont ils fixent la durée, la liquidation de leurs dettes éventuelles envers l'association et l'indemnisation de celle-ci, à dire d'experts, pour les investissements et frais réalisés ou exposés par l'association au profit ou à la décharge desdits associés. Ils fixent également les conditions de démission d'office ou d'exclusion d'un associé pour cause d'inexécution de ses engagements.

#### ARTICLE 5.

Les Parties s'engagent à accorder les autorisations nécessaires à l'accomplissement, sur leur territoire, par l'association ou le syndicat, de la mission qui lui incombe, sous réserve des exigences de l'ordre et de la sécurité publics.

#### ARTICLE 6.

Lorsque, par l'application du droit interne, l'association ou syndicat ne pourra disposer, sur le territoire d'un Etat, de certains pouvoirs, droits ou avantages nécessaires au bon accomplissement de sa mission au profit des collectivités locales membres relevant de cet Etat, celles-ci auront le droit et le devoir d'intervenir au lieu et place de l'association ou syndicat, en vue d'exercer ou d'obtenir ces pouvoirs, droits ou avantages.

#### ARTICLE 7.

1. Les pouvoirs de tutelle ou de contrôle sur l'association ou syndicat sont exercés, conformément au droit interne, par les autorités compétentes de l'Etat de son siège. Celles-ci veillent également à la sauvegarde des intérêts des collectivités locales relevant d'autres Etats.

2. Les autorités compétentes des autres pays ont un droit d'information sur les activités et les décisions de l'association ou syndicat et les actes pris dans l'exercice de la tutelle ou du contrôle. Elles reçoivent notamment, à leur demande, les textes adoptés et les procès-verbaux des réunions des organes de l'association ou syndicat, les comptes annuels, ainsi que le projet de budget, s'il existe, dès lors que le droit interne prescrit leur communication aux autorités de tutelle ou de contrôle. Elles peuvent communiquer directement avec les organes de l'association ou syndicat ainsi que avec les autorités de tutelle ou de contrôle de celui-ci, leur adresser des observations et leur demander d'être consultées directement dans des cas et sur des questions déterminées.

3. Les autorités compétentes des autres Etats auront également le droit de notifier à l'association ou au syndicat qu'elles s'opposeront à ce que les collectivités qui relèvent de leur compétence continuent à participer à l'association ou au syndicat. Cette notification dûment motivée sera tenue pour une cause d'exclusion et reprise comme telle dans les statuts. Les autorités visées aux paragraphes 1 et 2 du présent article ont également le droit de se faire représenter par un délégué auprès des organes de gestion de l'association ou syndicat, ce délégué ayant la faculté d'assister à toutes les réunions desdits organes et d'en recevoir les ordres du jour et procès-verbaux.

#### ARTICLE 8.

Les prestations ou fournitures dont l'association ou syndicat sera chargé sur le territoire de ses membres, en conformité avec ses statuts, seront effectuées sous sa responsabilité et à la décharge complète de ceux-ci. L'association ou syndicat en sera également responsable envers les usagers et les tiers. Toutefois, ceux-ci conserveront contre les autorités locales, aux lieu et place desquelles les prestations ou fournitures auront été effectuées, tous les droits, actions et recours dont ils bénéficieraient à l'égard desdites autorités si celles-ci avaient conservé par-devers elles la charge d'effectuer les prestations ou fournitures. Les autorités qui auront fait l'objet de tels action ou recours disposeront d'une action récursoire contre l'association ou le syndicat.

#### ARTICLE 9.

1. A défaut de conciliation, les contestations relatives au fonctionnement de l'association ou syndicat et opposant celui-ci à ses membres, ou deux ou plusieurs membres entre eux, sont portées devant les autorités administratives et judiciaires de l'Etat dans lequel l'association ou syndicat a son siège.

2. Tous autres litiges que ceux prévus au paragraphe 1 sont portés devant les autorités administratives et les juridictions compétentes selon les règles ordinaires applicables sur le territoire des Etats parties Contractantes, à moins que les intéressés ne conviennent de confier la solution du litige à une instance arbitrale qu'ils désignent.

3. Les Etats parties prendront les mesures nécessaires pour assurer sur leur territoire l'exécution des décisions et jugements relevant des dispositions qui précèdent.

#### ARTICLE 10.

Les syndicats et associations constitués en application du présent accord subsistent après la dénonciation de celui-ci, sans préjudice toutefois des dispositions de l'article 7, paragraphe 3.

## 2. SCHEMAS D'ACCORDS, DE STATUTS ET DE CONTRATS A CONCLURE ENTRE AUTORITÉS LOCALES

*Note liminaire:*

### Les schémas d'accords, de contrats et de statuts destinés aux autorités locales

De la même manière que pour les Etats, les collectivités locales devraient disposer d'un certain choix d'accords et de contrats, choix qui existe déjà aujourd'hui dans un certain nombre d'Etats, comme le démontre la documentation assez nombreuse réunie sur les accords.

Le système proposé comporte six schémas d'accords, de contrats et de statuts correspondant à des degrés et à des formules différentes de coopération transfrontalière locale. Ces schémas sont, selon l'objet et l'état des législations nationales, soit susceptibles d'une utilisation immédiate, soit subordonnés à l'adoption d'un accord interétatique réglant leur utilisation.

D'une manière générale, la conclusion d'accords interétatiques, même là où elle ne paraît pas absolument indispensable, pourrait contribuer à préciser les conditions de recours à ces accords de la part des collectivités locales. La conclusion d'accords interétatiques paraît s'imposer en tout cas pour le recours à l'accord visé sous 2.6 (organes de coopération transfrontalière).

Le système de ces schémas d'accords destinés aux collectivités locales, correspond aux modèles d'accords interétatiques. On trouvera une référence aux accords interétatiques dans les notes liminaires précédant chaque schéma.

Il est dès lors possible d'intégrer les accords et organismes créés au niveau local et les structures de concertation transfrontalière qui seraient mises en place aux niveaux régional ou national. Ainsi, par exemple, les groupes locaux de concertation (voir schéma 2.1) pourraient s'intégrer à la structure des Commissions, Comités et groupes de travail prévus dans le modèle d'accord interétatique sur la concertation régionale transfrontalière (voir 1.2).

Il y a lieu aussi de mentionner que ces modèles ont été conçus sur une base schématique, car il n'est pas possible d'imaginer l'ensemble des problèmes qui peuvent se poser dans chaque cas d'espèce. Ces schémas constituent un guide précieux, mais ils pourront être modifiés selon les nécessités rencontrées par les collectivités locales qui en feraient usage.

Il appartiendra également aux collectivités locales de déterminer la manière dont elles entendent faire participer les citoyens à la concertation transfrontalière, notamment dans le domaine socio-culturel. Une telle participation contribuerait sans aucun doute à

lever certains obstacles à la coopération transfrontalière. La concertation appuyée par l'intérêt des citoyens bénéficierait ainsi d'une base solide. Un des moyens d'instaurer la participation du public pourrait être le recours à une association. Ainsi, l'un des schémas d'accords (voir 2.3) concerne la création d'une association de droit privé.

## **2.1 Schéma d'accord pour la création d'un groupe de concertation entre autorités locales**

*Note liminaire:* Normalement, il est possible de créer ce type de groupe sans avoir recours à des accords interétatiques. De nombreux exemples témoignent de cette possibilité. Toutefois, si des incertitudes de caractère juridique ou autre subsistaient, il conviendrait que les conditions de recours à ce type de concertation soient fixées dans un accord interétatique (voir modèle 1.3).

### *But du groupe de concertation et siège.*

#### ARTICLE 1.

Les autorités locales (Parties) s'engagent à se concerter dans les domaines suivants relevant de leur compétence (spécifier le domaine ou les domaines de compétence, ou éventuellement se référer aux « problèmes locaux de voisinage »). A cette fin, elles instituent un groupe de concertation ci-après dénommé « groupe » dont le siège est à .....

La mission du groupe est d'assurer l'échange d'informations, la concertation et la consultation entre ses membres dans les domaines définis à l'alinéa précédent. Les autorités membres s'engagent à lui transmettre toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et à se consulter en son sein préalablement à l'adoption des décisions ou mesures intéressant les domaines susmentionnés.

### *Membres du groupe.*

#### ARTICLE 2.

Chaque autorité locale Partie est représentée au groupe par une délégation de ... membres délégués par elle. Chaque délégation peut en accord avec le groupe se faire accompagner de représentants d'organismes socio-économiques privés et d'experts (cette variante exclut la participation à titre de membres d'entités autres que les autorités locales, ce qui différencierait cette formule de l'association de droit privé visée sous 2.3).

Variante possible: Le nombre des membres de chaque délégation peut varier. Peuvent devenir membres du groupe les autorités locales et régionales, les groupes socio-économiques et les personnes physiques qui souscriront au présent accord. Le groupe décide de l'admission de nouveaux membres. Chaque délégation peut, en accord avec le groupe, se faire accompagner de représentants d'organismes privés ou d'experts.

*Attribution du groupe.*

ARTICLE 3.

Le groupe peut délibérer de toutes les questions indiquées à l'article 1. Le procès-verbal enregistrera toutes les questions à propos desquelles s'est dégagé un consensus ainsi que les recommandations qu'il est convenu d'adresser aux autorités ou groupements concernés.

Le groupe est habilité à faire procéder à des études et des enquêtes sur les questions de sa compétence.

ARTICLE 4.

Les membres du groupe peuvent convenir de confier au groupe l'exécution de certaines tâches d'ordre pratique bien délimitées. Le groupe peut en outre accomplir toutes les missions qui lui sont confiées par d'autres institutions.

*Fonctionnement du groupe.*

ARTICLE 5.

Le groupe arrête son règlement intérieur.

ARTICLE 6.

Le groupe est convoqué en règle générale deux fois par an ou sur demande d'un tiers des membres proposant l'inscription d'un point à l'ordre du jour.

La convocation et l'envoi de l'ordre du jour doit intervenir au moins 15 jours à l'avance afin de permettre la préparation des délibérations au sein de chaque institution représentée.

ARTICLE 7.

Le groupe désigne en son sein un bureau permanente dont il détermine les attributions et la composition.

La présidence est exercée conformément au règlement intérieur et à défaut par le doyen d'âge.

*Relations avec les tiers et les autorités supérieures.*

## ARTICLE 8.

Dans ses rapports avec les tiers, le groupe est représenté par son Président sauf dispositions particulières du règlement intérieur. Les autorités supérieures dont relèvent les membres du groupe peuvent obtenir de celui-ci, à leur demande, toute information sur les travaux du groupe et sont habilitées à y envoyer un observateur.

*Secrétariat et financement.*

## ARTICLE 9.

Le secrétariat est assuré par l'une des institutions membres (avec ou non un système de renouvellement tous les ans).

Chaque collectivité est tenue de contribuer aux frais de secrétariat selon les modalités fixées ci-après: .....

En principe, l'envoi des informations et de la documentation se fait dans la langue de l'Etat d'où elles émanent.

*Adhésions et retraits.*

## ARTICLE 10.

Peuvent devenir membres du groupe les autorités locales et régionales qui souscriront au présent accord. Le groupe décide de l'admission de nouveaux membres.

## ARTICLE 11.

Tout membre peut se retirer du groupe par simple notification de sa décision au Président. Le retrait d'un membre n'affecte pas le fonctionnement du groupe sauf délibération formelle du groupe.

## ARTICLE 12.

Les Parties informeront le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de la conclusion de cet accord et lui en transmettront le texte.

**2.2 Schéma d'accord pour la coordination dans la gestion d'affaires publiques locales transfrontalières**

*Note liminaire:* Dans plusieurs Etats, ce type d'accord de coordination transfrontalière est d'ores et déjà possible. Si cela n'était

pas le cas, les conditions de recours à ce type d'accord devraient être fixées dans le cadre d'un arrangement interétatique préalable (voir modèle 1.3.).

*But de l'accord.*

ARTICLE 1.

L'article 1 définit le but et l'objet de l'accord (par exemple la recherche d'un développement harmonisé de la région frontalière) et les domaines concernés.

*Territoire visé par l'accord.*

ARTICLE 2.

Il y a lieu de préciser à l'article 2 les territoires visés par l'accord des deux (ou trois) côtés de la frontière.

*Engagement.*

ARTICLE 3.

Cet article définit les conditions qui permettent de réaliser les buts de l'accord (article 1). Selon l'objet matériel de l'accord, les engagements suivants peuvent être prévus:

les Parties s'engagent à se soumettre à une procédure de consultation préalable avant la prise des décisions pour un certain nombre de mesures qu'elles ont à prendre dans les limites de leurs attributions et du territoire qu'elles administrent;

les Parties s'engagent à entreprendre sur leur territoire et dans les limites de leurs attributions, les mesures nécessaires à la réalisation des objectifs visés à l'accord;

les Parties s'engagent à ne rien faire qui puisse aller à l'encontre des objectifs communs visés par le présent accord.

*Coordination.*

ARTICLE 4.

Il est précisé à l'article 4, selon les circonstances et les nécessités propres à chaque accord, les conditions dans lesquelles se déroule la coordination:

soit en désignant en tant que groupe de concertation le groupe à compétence générale visé par le schéma d'accord 2. 1,

soit en prévoyant la création d'un groupe de consultation spécifique pour l'objet visé à cet accord,

soit encore par la voie de simples contacts directs bilatéraux au niveau des autorités concernées.

*Conciliation.*

ARTICLE 5.

Chaque membre du groupe de concertation (chaque Partie s'il n'y a pas de groupe) peut saisir le groupe (l'autre Partie s'il n'y a pas de groupe) chaque fois qu'elle considère que l'accord n'a pas été appliqué:

soit que la consultation préalable n'est pas intervenue,

soit que les mesures prises ne sont pas conformes à l'accord,

soit que les mesures nécessaires à la réalisation de l'objectif de l'accord n'ont pas été prises.

Si les Parties ne parviennent pas à un accord, elles peuvent recourir à une commission de conciliation chargée de contrôler le respect des engagements.

*Instance de contrôle.*

ARTICLE 6.

Les Parties peuvent convenir de la création d'une instance spécifique de contrôle du respect des engagements composée d'un nombre égal d'experts désignés par les deux parties et d'un expert neutre dont la désignation ou le mode de désignation est prévu à l'avance.

L'instance de contrôle exprime son avis sur le respect ou le non respect de l'accord. Elle est habilitée à rendre public son avis.

ARTICLE 7.

Les Parties informeront le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de la conclusion de cet accord et lui en transmettront le texte.

**2.3 Schéma pour la création d'associations transfrontalières de droit privé**

*Note liminaire:* Il est présumé que la participation d'une collectivité locale d'un Etat à une association de droit privé d'un autre Etat est possible selon les mêmes règles et les mêmes conditions qui s'appliquent à la participation de ladite collectivité

locale à une association de droit privé de son Etat. Si cela n'est pas le cas actuellement, cette possibilité devrait être expressément prévue dans le cadre d'un arrangement international entre les Etats concernés (voir modèles d'accords interétatiques 1.3 et 1.4).

Normalement, les associations de droit privé doivent se soumettre aux règles prévues par la loi du pays où l'association a son siège. Ci-après figure la liste des dispositions que leur statut devrait fixer dans la mesure où la loi applicable ne le prévoit pas. Par ailleurs, les dispositions relatives au groupe de concertation (voir schéma 2.1) peuvent s'appliquer aussi, *mutatis mutandis*, à ce type d'associations.

Les statuts déterminent notamment:

1. les membres fondateurs de l'association et les conditions d'adhésion de nouveaux membres;
2. le nom, le siège et la forme juridique de l'association (avec référence à la loi nationale);
3. l'objectif de l'association, les conditions de réalisation de ses objectifs et les moyens qu'elle a à sa disposition;
4. les organes de l'association et notamment les fonctions et le mode de fonctionnement de l'assemblée générale (modalités de représentation et vote);
5. la désignation des administrateurs ou des gérants et leur pouvoir;
6. la portée de l'engagement des associés vis-à-vis des tiers;
7. les conditions de modification des statuts et de dissolution;
8. l'engagement, pour les Parties, d'informer le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de la création d'une association transfrontalière et de lui en communiquer les statuts.

#### **2.4 Schéma de contrat de fourniture ou de prestation de services entre collectivités locales frontalières (de type « droit privé »)**

*Note liminaire:* Il est présumé que les collectivités locales sont habilitées à conclure un tel type de contrat avec des autorités locales d'autres pays. Si cela n'est pas le cas, cette possibilité devrait être prévue dans le cadre d'un accord interétatique (voir modèle 1.4).

Il s'agit d'un type de contrat auquel peuvent avoir recours les collectivités locales pour la vente, la location, un marché de travaux; la fourniture de biens ou de prestations, la cession de droits d'exploitation, etc. Le recours par les collectivités locales à des contrats type « droit privé » est plus ou moins admis selon les législations

et les pratiques nationales, et la distinction entre contrats types de « droit privé » et de « droit public » est difficile à tracer. Néanmoins, on admet que ce type de contrat peut être utilisé chaque fois que, selon l'interprétation prévalant dans chaque pays, il s'agit d'une opération plutôt de type commercial ou économique qu'une personne physique ou morale de droit privé aurait également pu conclure. Pour toute opération qui comporte l'intervention des collectivités locales exerçant des attributions qui ne peuvent être le fait que de la puissance publique, il y a lieu de considérer, en plus des dispositions évoquées ci-après, les règles supplémentaires développées dans le contrat modèle de type « droit public » (voir 2.5).

#### *Parties.*

*L'article 1* désigne les Parties (et précise si l'accord est ouvert ou non à d'autres collectivités locales).

*L'article 2* précise les problèmes liés à la faculté générale de contracter et en particulier les bénéficiaires, les modalités et les conditions. S'il y a lieu, il fait également état des réserves nécessaires quant à l'autorisation à accorder par les autorités supérieures dans la mesure où elles conditionnent l'applicabilité du contrat.

#### *Objet du contrat.*

*L'article 3* fixe l'objet du contrat en référence:

- à des matières déterminées;
- à des zones géographiques;
- à des personnes (communes, organismes nationaux à compétence locale, etc.);
- à des formes juridiques déterminées.

*L'article 4* stipule la durée du contrat, les conditions de reconduction et les délais éventuels de réalisation.

#### *Régime juridique et économique du contrat.*

*L'article 5* indique le lieu de signature et d'exécution du contrat et précise le régime juridique du contrat (droit international privé) et le droit applicable.

*L'article 6* stipule s'il y a lieu des questions liées au régime monétaire (monnaie dans laquelle doit être payé le prix ainsi que le mode de réévaluation pour les prestations de longue durée) et les problèmes d'assurance.

*Procédure d'arbitrage.*

L'article 7 prévoit s'il y a lieu une procédure de conciliation et prévoit une procédure d'arbitrage.

Dans cette dernière éventualité la commission d'arbitrage est composée comme suit:

chaque Partie ayant un intérêt opposé désigne (Variante: les présidents des juridictions compétentes en matière administrative, dont relève chacune des Parties, désignent) une personne en tant que membre de la commission d'arbitrage et les Parties ensemble procèdent à la désignation d'un ou deux membres indépendants de manière à parvenir à un chiffre impair de membres;

en cas de nombre pair des membres de la commission d'arbitrage et de partage des voix, la voix du membre indépendant est prépondérante.

*Modification et résiliation du contrat.*

L'article 8 fixe les règles qui s'appliquent en cas de modification ou de résiliation du contrat.

Article 9. Les Parties informeront le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de la conclusion de cet accord et lui en transmettront le texte.

**2.5 Schéma de contrat de fourniture ou de prestation de services entre collectivités locales frontalières (de type « droit public »)**

*Note liminaire:* Cette catégorie de contrats se rapproche de celle prévue sous 2.4 (contrats conclus dans un but déterminé). Cette catégorie vise plus particulièrement la concession de services publics ou de travaux publics (ou en tout cas considérés comme « publics » par un des pays en cause), l'affermage et les offres de concours (1), d'une commune à une autre commune ou à un autre organisme de l'autre côté de la frontière. La concession de telles prestations de caractère public comporte des responsabilités et des risques particuliers liés aux services publics, qui nécessitent par conséquent l'introduction dans le contrat de dispositions supplémentaires à celles prévues pour le contrat de type « droit privé ».

La possibilité de « faire passer la frontière » à de tels types de contrats n'est pas forcément admise par tous les pays et, de ce fait,

---

(1) Cette formule pourrait rendre des services aux collectivités frontalières, notamment en matière de pollution: une collectivité pourrait offrir un concours financier à une autre pour que cette dernière réalise certains travaux relevant de sa compétence, mais présentant un certain intérêt pour la première.

une telle possibilité et la détermination des conditions de recours à de tels contrats devraient souvent être préalablement réglées dans un accord interétatique (voir modèle d'accord 1.4).

Le recours à un tel contrat dont la conception et la réalisation sont finalement simples pourrait dans certains cas éviter la création d'un organisme commun de type « Syndicat intercommunal transfrontalier » (voir 2.6) qui pose d'autres problèmes juridiques.

#### *Dispositions contractuelles à prévoir.*

Dans le cas où le contrat met en jeu, au moins dans un des pays, l'établissement ou la gestion du domaine public, d'un service public ou d'un ouvrage public d'une collectivité locale, il est nécessaire de prévoir des garanties contractuelles conformément aux règles en vigueur dans le ou les pays concernés.

Par ailleurs, le contrat fera, pour autant que de besoin, référence aux conditions particulières suivantes:

1. au règlement fixant les conditions d'établissement ou de fonctionnement de l'ouvrage ou du service considéré (par exemple, horaires, tarif, conditions d'utilisation, ecc.);

2. aux conditions particulières de la mise en œuvre de l'entreprise ou de l'exploitation, par exemple habilitations et autorisations requises, procédure, ecc.;

3. au cahier des charges de l'entreprise ou de l'exploitation;

4. aux procédures d'adaptation du contrat en cours d'exécution découlant des exigences de l'intérêt public et aux compensations financières devant en résulter;

5. aux modalités des relations qui résulteront de l'entreprise ou de l'exploitation considérée entre, d'une part, les usagers de l'ouvrage ou du service, et, d'autre part, l'exploitant (par exemple, conditions d'accès, redevances, etc.);

6. aux modalités de retrait, de rachat ou de dénonciation du contrat.

En dehors de ces conditions particulières, les dispositions évoquées pour le schéma de contrat (type « droit privé ») sous 2.4 s'appliquent.

#### **2.6 Schéma d'accord pour la création d'organismes de coopération intercommunale transfrontalière**

*Note liminaire:* Il est présumé que plusieurs autorités locales sont admises à créer ensemble un organisme doté de la personnalité juridique en vue de la création et de l'exploitation d'un ouvrage ou équipement public ou d'un service public.

La création et le fonctionnement de cette association ou de ce syndicat dépendront essentiellement de la législation applicable et des éventuelles précisions que comportera un accord interétatique préalable autorisant cette forme de coopération (voir modèle 1.5).

Ci-après figure la liste des dispositions que les statuts devraient fixer, dans la mesure où la loi applicable ne les prévoit pas.

Les statuts détermineront notamment:

1. les membres fondateurs de l'association et les conditions d'adhésion de nouveaux membres;
2. le nom, le siège, la durée et la forme juridique de l'association (avec les références à la loi qui lui confère la personnalité juridique);
3. l'objet de l'association, les conditions de réalisation de cet objet et les moyens dont elle dispose;
4. la manière dont le capital social est formé;
5. la portée des engagements des associés et leurs limites;
6. le mode de nomination et de révocation des administrateurs ou gérants de l'association ainsi que leurs pouvoirs;
7. les rapports de l'association avec ses membres, les tiers et les autorités supérieures, notamment en ce qui concerne la communication des budgets, bilans et comptes;
8. les personnes qui sont chargées d'exercer les contrôles techniques et financiers sur l'activité de l'association et les communications auxquelles leurs vérifications donnent lieu;
9. les conditions de modifications des statuts et de dissolution;
10. les règles applicables en matière de personnel;
11. les règles applicables en matière de langue.

## TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui quello in lingua francese qui sopra riportato.*

**CONVENZIONE-QUADRO EUROPEA****sulla cooperazione transfrontaliera delle collettività o autorità territoriali**

## PREAMBOLO

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

Considerando che lo scopo del Consiglio d'Europa è di realizzare una più stretta unione tra i suoi membri e di promuovere la cooperazione tra essi;

Considerando che ai sensi dell'articolo 1 dello Statuto del Consiglio d'Europa questo scopo sarà conseguito principalmente con la conclusione di accordi nell'ambito amministrativo;

Considerando che il Consiglio d'Europa mira ad assicurare la partecipazione delle collettività o autorità territoriali d'Europa alla realizzazione del suo scopo;

Considerando l'importanza che può rivestire per il raggiungimento di questo obiettivo la cooperazione delle collettività o autorità territoriali di frontiera in materie quali lo sviluppo regionale, urbano e rurale, la protezione dell'ambiente, il miglioramento delle infrastrutture e dei servizi offerti ai cittadini e l'aiuto reciproco in caso di sinistri;

Considerando che dall'esperienza acquisita consegue che la cooperazione dei poteri locali e regionali d'Europa è di natura tale da permettere un migliore assolvimento della loro missione ed è in particolare suscettibile di contribuire a valorizzare e a incrementare lo sviluppo delle regioni di frontiera;

Decisi a favorire per quanto possibile questa cooperazione e a contribuire così al progresso economico e sociale delle regioni di frontiera e alla solidarietà che unisce i popoli europei,

Hanno stabilito quanto segue:

## ARTICOLO 1

Ogni Parte contraente s'impegna ad agevolare e a promuovere la cooperazione transfrontaliera tra le collettività o autorità terri-

toriali che dipendono dalla sua giurisdizione e le collettività o autorità territoriali dipendenti dalla competenza di altre Parti contraenti. Essa s'adopererà a promuovere la conclusione degli accordi e intese che si renderanno necessari a tal fine, nel rispetto delle norme costituzionali proprie di ciascuna Parte.

#### ARTICOLO 2.

1. Nella presente Convenzione è considerata cooperazione transfrontaliera ogni comune progetto che miri a rafforzare e a sviluppare i rapporti di vicinato tra collettività o autorità territoriali dipendenti da due o da più Parti contraenti, nonché la conclusione di accordi e intese utili a tal fine. La cooperazione transfrontaliera sarà esercitata nel quadro delle competenze delle collettività o autorità territoriali, quali sono definite dal diritto interno. L'ambito e la natura di queste competenze non sono determinati dalla presente Convenzione.

2. Ai fini della presente Convenzione l'espressione « collettività o autorità territoriali », si riferisce alle collettività, autorità o organismi che esercitano funzioni locali e regionali e che sono considerati tali nel diritto interno di ciascuno Stato. Tuttavia, ogni Parte contraente può, al momento della firma della presente Convenzione o con successiva comunicazione al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, designare le collettività, autorità o organismi, gli oggetti e le forme ai quali essa intenda limitare il campo di applicazione o che essa intenda escludere dal campo di applicazione della presente Convenzione.

#### ARTICOLO 3.

1. Ai fini della presente Convenzione, le Parti contraenti agevoleranno, sotto riserva delle disposizioni dell'articolo 2 paragrafo 2, le iniziative delle collettività ed autorità territoriali che prendano in considerazione gli schemi di intesa tra collettività e autorità territoriali elaborati nel quadro del Consiglio d'Europa. Esse potranno, se lo stimeranno necessario, prendere in considerazione i modelli d'accordi interstatali, bilaterali o plurilaterali messi a punto in seno al Consiglio d'Europa e destinati ad agevolare la cooperazione tra le collettività e le autorità territoriali.

Le intese e gli accordi da concludere potranno in particolare ispirarsi ai modelli e schemi d'accordi, di statuti e di contratti allegati alla presente Convenzione numerati da 1.1 a 1.5 e da 2.1 a 2.6, con gli adattamenti resi necessari dalla situazione particolare propria a ciascuna Parte contraente. Questi modelli e schemi di accordi, di statuti e di contratti, essendo di natura indicativa, non hanno valore contrattuale.

2. Nel caso in cui stimino necessario concludere accordi interstatali, le Parti contraenti possono in particolare fissare l'ambito, le forme e i limiti entro i quali hanno la possibilità di agire le collet-

tività e autorità territoriali interessate alla cooperazione transfrontaliera. Ogni accordo può parimenti definire le collettività o organismi ai quali si applica.

3. Le disposizioni che precedono non intaccano la facoltà delle Parti contraenti di ricorrere di comune accordo ad altre forme di cooperazione transfrontaliera. Ugualmente le disposizioni della presente Convenzione non possono essere interpretate tali da rendere privi d'effetto gli accordi di cooperazione già esistenti.

4. Gli accordi e le intese saranno conclusi nel rispetto delle competenze previste dal diritto interno di ogni Parte contraente in materia di relazioni internazionali e di orientamento politico generale, come pure nel rispetto delle norme di controllo o di tutela alle quali sono soggette le collettività o autorità territoriali.

5. A tal fine, ogni Parte contraente può, al momento della firma della presente Convenzione o con successiva comunicazione al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, indicare le autorità che, secondo il suo ordinamento interno, sono competenti ad esercitare il controllo o la tutela nei confronti delle collettività e autorità territoriali interessate.

#### ARTICOLO 4.

Ogni Parte contraente si adopererà a risolvere le difficoltà di ordine giuridico, amministrativo o tecnico che siano di natura tale da ostacolare lo sviluppo e il buon funzionamento della cooperazione transfrontaliera e si consulterà, per quanto necessario, con la o con le altre Parti contraenti interessate.

#### ARTICOLO 5.

Nel caso di una cooperazione transfrontaliera iniziata in conformità alle disposizioni della presente Convenzione, le Parti contraenti esamineranno l'opportunità di accordare alle collettività o autorità territoriali che vi partecipano le stesse agevolazioni date in caso di cooperazione esplicantesi nell'ambito interno.

#### ARTICOLO 6.

Ogni Parte contraente darà per quanto possibile tutte le informazioni che le sono richieste da un'altra Parte contraente allo scopo di agevolare l'adempimento da parte di questa degli obblighi che le incombono in virtù della presente Convenzione.

#### ARTICOLO 7.

Ogni Parte contraente curerà che le collettività o autorità territoriali interessate siano informate dei mezzi di azione che sono loro offerti dalla presente Convenzione.

## ARTICOLO 8.

1. Le Parti contraenti trasmetteranno al Segretario Generale ogni opportuna informazione relativa agli accordi e alle intese considerate all'articolo 3.

2. Ogni proposta fatta da una o più Parti contraenti allo scopo di completare o di sviluppare la Convenzione o i modelli di accordi e di intese sarà trasmessa al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Questi la sottoporrà al Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa che deciderà sugli sviluppi da darle.

## ARTICOLO 9.

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà ratificata, accettata o approvata. Gli strumenti di ratifica, d'accettazione o d'approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo il deposito del quarto strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione, a condizione che almeno due degli Stati che hanno adempiuto questa formalità abbiano una frontiera comune.

3. Essa entrerà in vigore nei confronti di ogni Stato firmatario che la ratificherà, l'accetterà o l'approverà ulteriormente, tre mesi dopo la data del deposito del suo strumento di ratifica, d'accettazione o di approvazione.

## ARTICOLO 10.

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri potrà decidere, all'unanimità dei voti espressi, d'invitare ogni Stato europeo non membro a aderire alla presente Convenzione. Questo invito dovrà ricevere l'approvazione espressa di ognuno degli Stati che hanno ratificato la Convenzione.

2. L'adesione si effettuerà con il deposito, presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che avrà effetto tre mesi dopo la data del suo deposito.

## ARTICOLO 11.

1. Ogni Parte contraente potrà, per quel che la concerne, denunciare la presente Convenzione indirizzando una notificazione al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data in cui è ricevuta la notificazione dal Segretario Generale.

## ARTICOLO 12.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio e a ogni Stato che ha aderito alla presente Convenzione:

- a) ogni firma;
- b) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;
- c) ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione in conformità al suo articolo 9;
- d) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 2 o del paragrafo 5 dell'articolo 3;
- e) ogni notificazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 11 e la data in cui la denuncia produrrà i suoi effetti.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale fine, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Madrid, il 21 maggio 1980, in francese e in inglese, i due testi facendo ugualmente fede, in un solo esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia certificata conforme a ciascuno degli Stati membri del Consiglio d'Europa e a ogni Stato invitato ad aderire alla presente Convenzione.

*(Seguono le firme).*

## ALLEGATO (1)

**Modelli e schemi di accordi, di statuti e di contratti in materia di cooperazione transfrontaliera di collettività o autorità territoriali**

Questo sistema graduato di accordi-modello è stato concepito facendo distinzione tra due categorie principali definite secondo il livello di conclusione dell'accordo:

modelli di accordi interstatali sulla cooperazione transfrontaliera ai livelli regionale e locale;

schemi di accordi, di contratti e di statuti che possono servire da sostegno alla cooperazione transfrontaliera tra autorità o collettività territoriali.

Come dimostra il seguente elenco, solo i due modelli di accordi interstatali sulla promozione della cooperazione transfrontaliera e sulla concertazione regionale transfrontaliera sono di esclusiva competenza degli Stati. Gli altri accordi interstatali non fanno che fissare il quadro giuridico che permette la realizzazione di accordi o di contratti tra autorità o collettività territoriali, i cui rispettivi schemi sono posti nella seconda categoria.

- |   |   |
|---|---|
| <p>1. <b>MODELLI DI ACCORDI INTERSTATALI</b></p> <p><b>Clausole generali per gli accordi interstatali</b></p> <p>1.1 Modello di accordo interstatale sulla promozione della cooperazione transfrontaliera;</p> <p>1.2 Modello di accordo interstatale sulla concertazione regionale transfrontaliera;</p> | <p>1.3 Modello di accordo interstatale sulla concertazione locale transfrontaliera;</p> <p>1.4 Modello di accordo interstatale sulla cooperazione contrattuale transfrontaliera tra autorità locali;</p> <p>1.5 Modello di accordo interstatale concernente gli organismi di cooperazione transfrontaliera tra autorità locali.</p> |
|---|---|

---

(1) Com'è indicato nell'articolo 3, paragrafo 1, seconda alinea della Convenzione, i modelli e gli schemi di accordi, di statuti e di contratti, essendo di natura indicativa, non hanno valore contrattuale.

2. SCHEMI DI ACCORDI, DI STATUTI E DI CONTRATTI DA CONCLUDERE TRA AUTORITÀ LOCALI
- 2.1 Schema di accordo per la creazione di un gruppo di concertazione tra autorità locali;
- 2.2 Schema di accordo per il coordinamento nella gestione di affari pubblici locali transfrontalieri;
- 2.3 Schema di accordo per la creazione di associazioni transfrontaliere di diritto privato;
- 2.4 Schema di contratto di fornitura o di prestazione di servizi tra collettività locali frontaliere (del tipo « di diritto privato »);
- 2.5 Schema di contratto di fornitura o di prestazioni di servizi tra collettività locali di frontiera (del tipo « di diritto pubblico »);
- 2.6 Schema di accordo per la creazione di organismi di cooperazione intercomunale transfrontaliera.

## 1. MODELLI DI ACCORDI INTERSTATALI

*Nota preliminare:* Il sistema di accordi interstatali ha per scopo di fissare in modo preciso il quadro, le forme ed i limiti nei quali gli Stati auspicano di vedere agire le collettività territoriali, come pure di eliminare le incertezze giuridiche di natura tale da provocare problemi (definizione del diritto applicabile, giurisdizioni competenti, ricorsi possibili, eccetera).

D'altra parte, la conclusione di accordi interstatali tra gli Stati interessati che favoriscono lo sviluppo della cooperazione transfrontaliera tra autorità locali potrà avere senza dubbio conseguenze favorevoli nei campi seguenti:

consacrazione ufficiale della legittimità di quei processi di cooperazione ed incoraggiamento per le autorità locali a farvi ricorso;

ruolo e condizioni di intervento delle autorità di tutela, di sorveglianza e di controllo;

compito di informazione reciproca degli Stati;

legami suscettibili di essere creati tra queste forme di cooperazione e altri procedimenti di azioni concertate a livello di frontiere;

modifica di talune norme giuridiche, o di talune interpretazioni di queste, che costituiscono degli ostacoli per la cooperazione transfrontaliera, eccetera.

a ciascun Governo di scegliere la forma per esso più conveniente di

La molteplicità dei modelli di accordi sopra descritti permette

cooperazione transfrontaliera, avvalendosi eventualmente del solo accordo interstatale per la promozione della cooperazione transfrontaliera (1.1) come base ovvero integrandolo con alcuni degli altri accordi opzionali (modelli di accordo da 1.2 a 1.5). Gli Stati possono far ricorso ad uno o a più modelli opzionali, anche a tutti, e possono farlo sia simultaneamente, sia in tempi successivi. In caso di accordi fra Stati che hanno sistemi di diritto assai simili, per esempio gli Stati scandinavi, il ricorso ad accordi così specifici potrebbe non essere necessario.

### Clausole generali per i modelli di accordi da 1.1 a 1.5

#### Articolo A

1. Sono considerate « autorità locali » nel senso del presente accordo le autorità, collettività o organismi che esercitano funzioni locali secondo il diritto interno di ciascuno Stato.

2. Sono considerate « autorità regionali » nel senso del presente accordo le autorità, collettività o organismi che esercitano funzioni regionali secondo il diritto interno di ciascuno Stato (1).

#### Articolo B

Il presente accordo non incide sui modi di cooperazione transfrontaliera esistenti, sotto diverse forme, negli Stati-parte ed in particolare su quelli che sono stati stabiliti sulla base di un accordo internazionale.

#### Articolo C

Le Parti informeranno le autorità regionali e locali dei mezzi di azione che sono loro offerti e le incoraggeranno a farvi ricorso.

#### Articolo D

I termini « autorità superiori » nel presente accordo si riferiscono alle autorità governative, di tutela, di controllo, di sorveglianza, quali sono stabilite da ciascuna Parte.

#### Articolo E

L'estensione e la natura delle competenze delle autorità locali quali sono definite dal diritto interno degli Stati-parte non sono in alcun modo modificate dal presente accordo.

#### Articolo F

Ogni Stato può in ogni momento designare le zone del suo territorio, gli oggetti e le forme di cooperazione che sono esclusi dall'applicazione del presente accordo.

Tuttavia, tale designazione non può intaccare i diritti acquisiti nel quadro delle cooperazioni già realizzate.

#### Articolo G

Le Parti tengono informato il Segretario Generale del Consiglio d'Europa delle attività delle commissioni, comitati ed altri organi investiti di una missione per l'esecuzione del presente accordo.

#### Articolo H

Le Parti potranno portare al presente accordo, con un semplice scambio di note, modificazioni di poca importanza, di cui l'esperienza possa aver fatto risaltare l'opportunità.

---

(1) Questo paragrafo 2 è soppresso per i modelli di accordo 1.3, 1.4 e 1.5.

## Articolo I

1. Ciascuna delle Parti notificherà all'altra l'adempimento degli atti procedurali richiesti dal suo diritto interno per l'entrata in vigore del presente accordo, che avrà effetto dalla data dell'ultima notificazione.

2. Il presente accordo è concluso per la durata di cinque anni a partire dalla sua entrata in vigore. Se non è denunciato sei mesi prima della scadenza, sarà rinnovato per tacita riconduzione e alle stesse condizioni, per un periodo di cinque anni e così di seguito.

3. La Parte che notifica il recesso dall'accordo può farlo limitatamente a determinati articoli, a certe regioni geografiche od a certi campi di attività. In tale caso l'accordo rimane in vigore per la parte restante, salvo denuncia di recesso generale da parte dell'altra o delle altre Parti fatta entro quattro mesi dalla notifica della denuncia di recesso parziale.

4. Le Parti possono in ogni momento sospendere, per un determinato periodo, l'applicazione del presente accordo. Esse possono, egualmente, concordare la sospensione o la cessazione dell'attività di un determinato comitato.

### 1.1 Modello di accordo interstatale sulla promozione della cooperazione transfrontaliera

*Nota preliminare:* Si tratta di un modello di accordo interstatale, contenente disposizioni generali di base, suscettibile di essere concluso sia singolarmente, sia congiuntamente ad uno o a più modelli di accordi interstatali che sono qui di seguito riportati.

I Governi di . . . . .  
e di . . . . .  
consci dei vantaggi legati alla cooperazione transfrontaliera, quali sono definiti nella convenzione-quadro europea sulla cooperazione transfrontaliera delle collettività o autorità territoriali stabiliscono quanto segue:

## ARTICOLO 1.

Le Parti si impegnano a ricercare e a promuovere i mezzi di cooperazione transfrontaliera, tanto a livello regionale che locale.

Per cooperazione transfrontaliera, esse intendono tutte quelle misure concertate, di carattere amministrativo, tecnico, economico, sociale o culturale e atte a rafforzare ed a sviluppare i rapporti di vicinato tra zone situate dall'una o dall'altra parte della frontiera, come pure la conclusione di accordi al fine di risolvere i problemi che sorgono in questo campo.

Queste misure potranno, in particolare, tendere al miglioramento delle condizioni dello sviluppo regionale e urbano, della protezione delle ricchezze naturali, dell'aiuto reciproco in casi di sinistro e di calamità, come anche al miglioramento dei servizi per le popolazioni.

#### ARTICOLO 2.

Le Parti si adoperano, di concerto tra loro, a procurare alle autorità regionali di loro competenza i mezzi atti a permettere l'instaurazione tra esse di rapporti di collaborazione.

#### ARTICOLO 3.

Esse si adoperano ugualmente a favorire le iniziative delle autorità locali allo scopo di instaurare e di sviluppare la collaborazione transfrontaliera.

#### ARTICOLO 4.

Nel caso di una cooperazione transfrontaliera iniziata in conformità al presente accordo, le autorità e collettività locali e regionali che vi partecipano usufruiscono delle stesse agevolazioni e protezioni che avrebbero nel caso in cui la cooperazione si esplicasse sul piano interno.

Le autorità competenti di ogni Parte avranno cura che siano previsti i crediti necessari per la copertura delle spese di funzionamento degli organi incaricati della promozione della cooperazione transfrontaliera, considerata nel presente accordo.

#### ARTICOLO 5.

Ciascuna Parte incaricherà un determinato organo, commissione o istituto che avrà designato, di esaminare l'insieme delle leggi e dei regolamenti nazionali in vigore, al fine di proporre la modificazione delle disposizioni suscettibili di ostacolare lo sviluppo della cooperazione locale transfrontaliera. Questi organi studieranno in particolare il miglioramento delle disposizioni fiscali e doganali, le norme in materia di cambio e di trasferimento di capitali, come pure i procedimenti che regolano l'intervento delle autorità superiori, in particolare in materia di tutela o di controllo.

Prima di prendere i provvedimenti considerati nel capoverso precedente, le Parti interessate si concerteranno, se necessario, e si comunicheranno le informazioni necessarie.

#### ARTICOLO 6.

Le Parti avranno cura di ricercare a mezzo di arbitrato, o altrimenti, la soluzione di questioni controverse di importanza locale il cui componimento preventivo sia necessario per la riuscita di azioni di collaborazione transfrontaliera.

## 1.2 Modello di accordo interstatale sulla concertazione regionale transfrontaliera

*Nota preliminare:* Questo accordo può essere concluso sia singolarmente, sia congiuntamente con uno o più modelli di accordo interstatale (testi da 1.1 a 1.5).

### ARTICOLO 1.

Al fine di promuovere la concentrazione transfrontaliera nelle regioni definite nell'allegato al presente accordo, le Parti istituiscono una commissione mista (designata qui di seguito « Commissione ») integrata, all'occorrenza, da uno o più comitati regionali (designati qui di seguito « Comitati ») incaricati di trattare le questioni relative alla concertazione transfrontaliera.

### ARTICOLO 2.

1. La Commissione e il Comitato sono formati da delegazioni composte su iniziativa di ciascuna delle Parti.

2. Le delegazioni della Commissione sono composte da otto membri al massimo, tra i quali tre almeno rappresentano le autorità regionali. I presidenti delle delegazioni nei Comitati, o i loro rappresentanti, partecipano, con voto consultivo, ai lavori della Commissione (1).

3. I Comitati, formati da ... delegazioni di ... membri, sono costituiti su iniziativa della Commissione e d'intesa con le autorità regionali e locali delle zone di frontiera considerate nel presente accordo. Le delegazioni presso i Comitati saranno composte da rappresentanti di queste autorità o di organismi regionali o locali. Inoltre, un delegato sarà designato dalle autorità centrali. Quest'ultimo sarà, all'occorrenza, scelto tra gli organi che rappresentano le autorità centrali nelle zone di frontiera per le quali i Comitati sono responsabili.

4. La Commissione si riunisce almeno una volta l'anno. I Comitati si riuniscono ogni qualvolta le esigenze lo impongano, comunque non meno di due volte l'anno.

---

(1) Le cifre relative al numero dei membri della Commissione non hanno che un carattere indicativo e dovranno essere adattate alle situazioni particolari, come, d'altra parte, l'insieme delle norme di questo modello di accordo. Gli autori dei modelli di accordo hanno voluto sottolineare con queste cifre la necessità di creare Commissioni composte da un numero limitato di membri e capaci di lavorare con efficacia. D'altra parte, essi hanno ugualmente voluto dare indicazioni sulla proporzione tra i rappresentanti delle autorità centrali, da una parte, e i rappresentanti delle autorità regionali, dall'altra.

5. La Commissione e i Comitati stabiliscono il loro regolamento interno.

#### ARTICOLO 3.

Ognuna delle Parti assume le spese della sua delegazione presso la Commissione.

Le spese delle delegazioni presso i Comitati saranno sopportate dalle autorità che hanno istituito queste delegazioni.

#### ARTICOLO 4.

Al fine di assicurare il coordinamento e la continuità dei lavori della Commissione e dei Comitati, le Parti creano, ogni volta che se ne faccia sentire l'esigenza, un segretariato la cui composizione, la sede, le modalità di funzionamento ed il finanziamento sono fissati da un'intesa *ad hoc* tra le Parti, su proposta della Commissione o, all'occorrenza, della Commissione stessa.

#### ARTICOLO 5.

Le zone di frontiera alle quali si estende l'applicazione del presente accordo saranno indicate in un allegato all'accordo, allegato il cui contenuto potrà essere modificato con un semplice scambio di note

#### ARTICOLO 6.

1. I problemi che formano l'oggetto della concertazione transfrontaliera sono quelli che sorgono nelle seguenti materie (1):

sviluppo urbano e regionale;

trasporti e comunicazioni (trasporti in comune, strade e autostrade, aeroporti comuni, vie fluviali, porti marittimi, ecc.);

energia (centrali per la produzione di energia, forniture gas, elettricità, acqua, ecc.);

protezione della natura (località da proteggere, zone di rigeneramento, parchi naturali, ecc.);

protezione delle acque (lotta contro l'inquinamento, costruzione di impianti di depurazione, ecc.);

---

(1) Questa lista ha valore meramente indicativo e dovrà essere adattata in ogni caso di cooperazione. Essa non può essere interpretata come modifica delle competenze delle autorità territoriali secondo il diritto interno. In effetti, in seno alla Commissione sono rappresentate tanto le autorità centrali che regionali.

protezione dell'aria (inquinamento atmosferico, lotta contro il rumore, zone di silenzio, ecc.);

insegnamento, formazione professionale e ricerca;

salute pubblica (ad esempio l'utilizzazione di un centro di cura situato in una zona, da parte degli abitanti dell'altra zona);

cultura, svaghi e sport (teatri, orchestre, centri sportivi, colonie di vacanza, circoli giovanili, ecc.);

aiuto reciproco in caso di catastrofe (incendi, inondazioni, epidemie, incidenti aerei, terremoti, incidenti di montagna, ecc.);

turismo (realizzazioni comuni per promuovere il turismo);

problemi posti dai lavoratori frontalieri (facilitazioni di trasporto, di alloggio, previdenza sociale, questioni fiscali, problemi di impiego e di occupazione, ecc.);

progetti di attività economiche (progetti d'impianti industriali, ecc.);

progetti diversi (impianti per il trattamento dei rifiuti, costruzione di fogne, ecc.);

miglioramento delle strutture agrarie;

infrastrutture sociali.

2. Le Parti potranno stabilire con un semplice scambio di note di modificare questo elenco.

#### ARTICOLO 7.

1. Salvo disposizioni particolari, la Commissione è incaricata di trattare le questioni generali e le questioni di principio, quali l'elaborazione di programmi per i Comitati, il coordinamento ed i contatti con le amministrazioni centrali interessate e con le Commissioni miste, create prima dell'entrata in vigore del presente accordo.

2. La Commissione ha particolarmente il compito di presentare ai rispettivi governi le sue raccomandazioni e quelle dei Comitati, e gli eventuali progetti per la conclusione di accordi internazionali.

3. La Commissione può far ricorso ad esperti per lo studio di particolari questioni.

#### ARTICOLO 8.

1. I Comitati hanno principalmente il compito di studiare i problemi che sorgono nelle materie considerate nell'articolo 6 e di

formulare proposte e raccomandazioni in merito. Essi possono essere investiti di tale compito dalla Commissione, dalle autorità centrali, regionali o locali delle Parti e dalle istituzioni, associazioni o altri organismi di diritto pubblico o privato. Essi possono parimenti investirsene di propria iniziativa.

2. I Comitati possono, per lo studio di tali problemi, costituire gruppi di lavoro. Essi possono ugualmente ricorrere ad esperti e chiedere pareri giuridici o relazioni tecniche. I Comitati debbono, mediante una consultazione la più larga possibile, raggiungere risultati conformi all'interesse delle popolazioni interessate.

#### ARTICOLO 9.

1. I Comitati informano la Commissione delle questioni sottoposte al loro esame e delle conclusioni alle quali essi sono giunti.

2. Se le conclusioni richiedono decisioni a livello della Commissione o dei rispettivi governi, i Comitati indirizzano raccomandazioni alla Commissione.

#### ARTICOLO 10.

1. Tanto la Commissione come i Comitati sono abilitati a regolare, col consenso dei loro membri, le questioni di interesse comune, nella misura in cui i loro membri ne hanno il potere secondo i rispettivi ordinamenti delle Parti.

2. La Commissione ed i Comitati si informano reciprocamente sulle decisioni prese a questo riguardo.

#### ARTICOLO 11.

1. Le delegazioni in seno alla Commissione o ai Comitati si informano reciprocamente delle misure prese dalle autorità competenti, in seguito alle raccomandazioni formulate o ai progetti d'accordo elaborati in conformità all'articolo 7.2 e all'articolo 9.2.

2. La Commissione ed i Comitati deliberano quale seguito dare alle misure prese dalle autorità competenti considerate nel primo capoverso.

#### **1.3 Modello di accordo interstatale sulla concertazione locale transfrontaliera**

*Nota preliminare:* Questo accordo può essere concluso sia singolarmente, sia congiuntamente con uno o più modelli di accordi interstatali (testi da 1.1 a 1.5).

## ARTICOLO 1.

Al fine di una migliore informazione reciproca e dello sviluppo della concertazione tra le autorità locali dell'una e dell'altra parte delle frontiere, le Parti invitano le autorità ad esaminare insieme i problemi locali d'interesse comune, nell'ambito dei gruppi di concertazione.

## ARTICOLO 2.

Le regole di funzionamento di questi gruppi sono definite per accordo tra i loro membri. Le autorità superiori, qualora non si associno ai lavori, sono ragguagliate su di essi dai membri del gruppo.

I gruppi di concertazione sono associati ai lavori delle Commissioni regionali di concertazione transfrontaliera, alle condizioni definite da quest'ultime, se nella regione considerata sono state create tali Commissioni. A loro volta, queste Commissioni prestano la loro collaborazione ai lavori dei gruppi.

Questi ultimi possono ugualmente intervenire, come gruppi di consultazione, nel quadro dell'applicazione di accordi intestatali su un particolare oggetto, conclusi nel campo della cooperazione transfrontaliera.

## ARTICOLO 3.

La funzione dei gruppi di concertazione è di assicurare lo scambio d'informazioni, la consultazione reciproca, lo studio di questioni di interesse comune, la identificazione di obiettivi comuni.

La loro attività si svolge nel rispetto delle responsabilità proprie dei loro membri e non implica alcun trasferimento di competenze.

Tuttavia, nel quadro di accordi di cooperazione, i membri di questi gruppi possono validamente determinare in comune le misure o i limiti cui s'informano le rispettive azioni o le procedure di consultazione preventive che intendono seguire.

## ARTICOLO 4. (Variante)

Allo scopo di facilitare l'attività di questi gruppi di concertazione, le autorità locali interessate possono creare, nei limiti dei poteri che loro attribuisce il diritto interno, associazioni destinate a fornire un supporto giuridico alla loro cooperazione.

Queste associazioni saranno costituite sulla base del diritto civile delle associazioni o del diritto commerciale di uno degli Stati interessati. Per l'applicazione del regime giuridico adottato, viene fatta astrazione, se del caso, dalle condizioni, formalità o autorizzazioni particolari legate alla nazionalità dei membri di queste associazioni.

Le informazioni fornite alle autorità superiori, conformemente all'articolo 2, includeranno ogni ragguaglio sulle attività delle associazioni considerate nel presente articolo.

#### **1.4 Modello di accordo interstatale sulla cooperazione contrattuale transfrontaliera tra autorità locali**

*Nota preliminare:* Questo accordo può essere concluso sia singolarmente, sia congiuntamente con uno o più modelli di accordi interstatali (testi da 1.1 a 1.5).

##### ARTICOLO 1.

La cooperazione transfrontaliera tra autorità locali è attuata in particolare a mezzo di contratti aventi un oggetto amministrativo, economico o tecnico.

##### ARTICOLO 2.

I contratti di cooperazione transfrontaliera sono conclusi dalle autorità locali nei limiti della loro competenza quale risulta dal diritto interno.

Essi vertono in particolare sulla fornitura di prestazioni o servizi, nell'attuazione di azioni comuni, nella creazione di associazioni costituite sulla base del diritto civile o commerciale di uno degli Stati-parte o sulla partecipazione a tali associazioni (1).

##### ARTICOLO 3.

I contraenti stabiliscono la disciplina da applicare a detti contratti in riferimento al diritto contrattuale (pubblico e privato) di uno degli Stati-parte del presente accordo.

Parimenti stabiliscono, ove necessario, le deroghe che possono essere apportate alle disposizioni non cogenti di tale normativa.

Nel silenzio del contratto, la disciplina applicabile è quella dello Stato da cui dipende l'autorità locale che, in virtù dell'accordo, è incaricata dell'esecuzione della prestazione in natura più importante o, in mancanza di essa, l'autorità locale il cui impegno finanziario è più importante.

I cittadini di ciascuna delle autorità locali che sono parti nel contratto conservano, in ogni caso, nei confronti di dette autorità ogni diritto d'azione e di ricorso di cui avrebbero goduto nei con-

---

(1) La coerenza dell'accordo sussisterebbe anche se questo capoverso non fosse incluso.

fronti di dette autorità se queste avessero conservato nei loro riguardi l'onere di effettuare le prestazioni, forniture o servizi. Le autorità locali fatte oggetto di tale azione o ricorso dispongono di azione riconvenzionale nei confronti delle autorità locali che si sono assunte l'onere delle prestazioni, forniture o servizi.

#### ARTICOLO 4.

I progetti di conclusione o di modifica di contratti sono sottoposti, nel medesimo tempo, in ogni Stato, alle norme ordinarie che fissano l'intervento delle autorità superiori. Tuttavia non è richiesta alcuna approvazione da parte delle autorità che sono parti del contratto. Ogni decisione di una autorità superiore volta ad impedire la conclusione o l'applicazione, o a provocare la rescissione di un contratto di cooperazione transfrontaliera, implica una preventiva intesa con autorità superiori analoghe degli altri Stati interessati.

#### ARTICOLO 5.

In caso di lite, il diritto applicabile indica la giurisdizione competente. Tuttavia, i contratti di cooperazione transfrontaliera possono prevedere clausole di arbitrato. Gli utenti ed i terzi conservano tuttavia le vie di ricorso esistenti avverso le autorità locali dello Stato da cui dipendono ed è a carico di queste autorità di agire in via di regresso contro il contraente inadempiente.

Le autorità superiori prenderanno tutti i provvedimenti in loro potere per assicurare una sollecita esecuzione delle decisioni giurisdizionali qualunque sia la nazionalità del tribunale che le ha pronunciate.

#### ARTICOLO 6.

I contratti conclusi nel quadro del presente accordo sussistono dopo la sua denuncia. Nondimeno, i contratti comprenderanno una clausola che autorizzerà le Parti a rescinderli, salvo il rispetto di un preavviso di almeno cinque anni, nel caso in cui il presente accordo fosse stato denunciato esso stesso.

Gli Stati-parte avranno facoltà di provocare l'applicazione di questa clausola.

### **1.5 Modello di accordo interstatale concernente gli organismi di cooperazione transfrontaliera tra autorità locali**

*Nota preliminare:* Questo accordo può essere concluso sia singolarmente, sia congiuntamente con uno o più modelli di accordo interstatale (testi da 1.1 a 1.5).

## ARTICOLO 1.

Le collettività locali e le altre persone di diritto pubblico, per gli scopi che sono autorizzate a perseguire, in virtù del diritto interno, nel quadro di una associazione o di un sindacato, possono partecipare ad associazioni o sindacati di poteri locali costituiti sul territorio di un'altra Parte, in conformità al diritto interno di questa.

## ARTICOLO 2.

Nei limiti delle attribuzioni dei loro membri, le associazioni o sindacati considerati nell'articolo 1 hanno il diritto di svolgere le attività in ordine al loro scopo sociale sul territorio di ciascuna delle Parti interessate ove sono soggetti alle disposizioni emanate dallo Stato, salvo deroga dallo stesso ammessa.

## ARTICOLO 3.

1. L'atto costitutivo dell'associazione o sindacato, i singoli statuti e le modificazioni di questi atti sono soggetti all'approvazione delle autorità superiori di tutte le collettività locali partecipanti. Lo stesso vale per l'ingresso in una associazione o in un sindacato già esistente.

2. Questi atti e la loro approvazione saranno portati a conoscenza di tutte le popolazioni interessate attenendosi alle modalità di pubblicità applicate in ciascuno Stato. Lo stesso vale per ogni cambiamento della sede sociale e per ogni decisione concernente le persone capaci d'impegnare l'associazione o il sindacato e i limiti del loro potere.

3. I suddetti atti saranno stesi nelle lingue ufficiali in uso in ciascuno degli Stati in cui dovranno avere effetto. I diversi testi faranno ugualmente fede.

## ARTICOLO 4.

1. Gli statuti regolano i rapporti giuridici dell'associazione o sindacato. Essi comprendono le materie richieste dalla legislazione che li regge, in conformità all'articolo 1. In ogni caso, essi ne indicano i membri, il nome e la sede. Essi indicano lo scopo dell'associazione o del sindacato ed eventualmente le funzioni e il luogo di insediamento degli impianti destinati a realizzarli. Essi fissano le condizioni per la designazione degli organi di gestione e di amministrazione, la misura degli impegni degli associati e del loro contributo agli oneri comuni: gli organi di gestione devono comprendere almeno un rappresentante delle collettività locali membri di ciascun Paese. Gli Stati

stessi fissano la composizione e le modalità di deliberazione dell'assemblea generale, la forma dei processi verbali di seduta, le modalità di scioglimento e di liquidazione, le regole applicabili in materia di bilanci e di conti.

2. Gli statuti devono, inoltre, comprendere una disposizione che permetta agli associati di ritirarsi dall'associazione entro un termine di cui essi fisseranno la durata, previa liquidazione dei loro eventuali debiti verso l'associazione e previo indennizzo di questa, come stabilito da esperti, per gli investimenti e le spese effettuati dall'associazione o per cui questa si è impegnata a profitto o a sgravio dei detti associati. Gli statuti fissano pure le condizioni per le dimissioni d'ufficio o l'esclusione di un associato a causa di inadempienza delle obbligazioni.

#### ARTICOLO 5.

Le Parti s'impegnano ad accordare le autorizzazioni necessarie per il compimento, sul loro territorio, da parte dell'associazione o sindacato, del compito che gli incombe, sotto riserva delle esigenze di ordine e sicurezza pubblici.

#### ARTICOLO 6.

Quando, con l'applicazione del diritto interno, l'associazione o sindacato non potrà disporre, sul territorio di uno Stato, di alcuni poteri, diritti o privilegi necessari per la realizzazione del suo scopo a beneficio delle collettività locali membri dipendenti da tale Stato, esse avranno il diritto e il dovere d'intervenire in nome e per conto dell'associazione o sindacato, per esercitare ed ottenere tali poteri, diritti o privilegi.

#### ARTICOLO 7.

1. I poteri di tutela o di controllo sull'associazione o sindacato sono esercitati, in conformità al diritto interno, dalle autorità competenti dello Stato nel quale è fissata la sede. Queste curano parimenti la tutela degli interessi delle autorità locali dipendenti da altri Stati.

2. Le autorità competenti degli altri Paesi hanno un diritto di informazione sulle attività e decisioni della associazione o sindacato e sugli atti assunti nell'esercizio della tutela o del controllo. Esse ricevono in particolare, a domanda, i testi adottati e i processi verbali delle riunioni degli organi dell'associazione o sindacato, i conti annuali e il progetto di bilancio, se esiste, dal momento che il diritto interno prescrive la loro comunicazione alle autorità di tutela o di controllo. Esse possono comunicare direttamente con gli organi dell'associazione o sindacato con le autorità di tutela o di controllo di queste, indirizzar loro osservazioni e chiedere d'essere consultate direttamente in casi e su questioni determinati.

3. Le autorità competenti degli altri Stati avranno ugualmente il diritto di notificare all'associazione o al sindacato che esse si opporranno a che le collettività che dipendono dalla loro competenza continuino a partecipare all'associazione o al sindacato. Questa notificazione debitamente motivata sarà considerata una causa di esclusione e riportata come tale negli statuti. Le autorità considerate nei paragrafi 1 e 2 del presente articolo hanno parimenti il diritto di farsi rappresentare da un delegato presso gli organi di gestione dell'associazione o sindacato, avendo tale delegato la facoltà di assistere a tutte le riunioni dei detti organi e di riceverne gli ordini del giorno e i processi verbali.

#### ARTICOLO 8.

Le prestazioni o forniture di cui l'associazione o sindacato sarà incaricato sul territorio dei suoi membri, in conformità con gli statuti, saranno effettuate sotto la propria responsabilità e a completo scarico di questi. L'associazione o sindacato ne sarà ugualmente responsabile nei confronti degli utenti e dei terzi. Tuttavia, questi conserveranno nei riguardi delle autorità locali, in nome e per conto dei quali le prestazioni o forniture saranno state effettuate, tutti i diritti, azioni e ricorsi di cui essi godrebbero nei confronti delle dette autorità se queste avessero conservato nei loro riguardi l'onere di effettuare le prestazioni o forniture. Le autorità che saranno oggetto di tali azioni o ricorsi disporranno di un'azione di regresso nei confronti dell'associazione o del sindacato.

#### ARTICOLO 9.

1. In mancanza di conciliazione, le contestazioni fra l'associazione o sindacato ed i suoi membri, o fra i membri stessi, relative al funzionamento della associazione o sindacato di cui trattasi, sono portate avanti alle autorità amministrative giudiziarie dello Stato nel quale l'associazione o sindacato ha la sua sede.

2. Tutte le vertenze diverse da quelle previste nel paragrafo 1 sono portate avanti alle autorità amministrative e alle giurisdizioni competenti secondo la disciplina ordinaria applicabile sul territorio degli Stati Parti contraenti, a meno che gli interessati non stabiliscano di affidare la soluzione della vertenza a un organo arbitrale che essi designano.

3. Gli Stati-parte adotteranno i provvedimenti necessari per assicurare sul loro territorio l'esecuzione delle decisioni e dei giudizi in dipendenza delle norme che precedono.

#### ARTICOLO 10.

I sindacati e le associazioni, costituiti in applicazione del presente accordo, sussistono dopo la denuncia di questo, senza pregiudizio tuttavia delle disposizioni dell'articolo 7 paragrafo 3.

## 2. SCHEMI DI ACCORDI, DI STATUTI E DI CONTRATTI DA CONCLUDERE TRA AUTORITÀ LOCALI

*Nota preliminare:*

### Schemi di accordi, di contratti e di statuti destinati alle autorità locali.

Come gli Stati, le collettività locali dovrebbero disporre di una raccolta di accordi e di contratti, raccolta che esiste già oggi in un certo numero di Stati, come dimostra l'assai copiosa documentazione sugli accordi.

Il sistema proposto comprende sei schemi di accordi, di contratti e di statuti corrispondenti a differenti gradi e forme di cooperazione locale transfrontaliera. Questi schemi sono, in base allo oggetto e alle normative nazionali, sia suscettibili di un'immediata utilizzazione sia subordinati all'adozione di un accordo interstatale che ne disciplini la utilizzazione.

In via di massima, la conclusione di accordi interstatali, anche quando non sembra assolutamente indispensabile, potrebbe contribuire a precisare le condizioni di ricorso a tali accordi da parte delle collettività locali. La conclusione di accordi interstatali sembra imporsi, in ogni caso, per il ricorso all'accordo considerato sotto 2.6 (organi di cooperazione transfrontaliera).

Il sistema di questi schemi di accordi destinati alle collettività locali corrisponde ai modelli di accordi interstatali. Si troverà un riferimento agli accordi interstatali nelle norme preliminari che precedono ogni schema.

È quindi possibile integrare gli accordi e gli organismi creati a livello locale nelle strutture di concertazione transfrontaliera che fossero attuate a livello regionale o nazionale. Così, per esempio, i gruppi locali di concertazione (vedi schema 2.1) potrebbero assimilarsi alla struttura delle Commissioni, Comitati e gruppi di lavoro, previsti nel modello di accordo interstatale per la concertazione regionale transfrontaliera (vedi 1.2).

È pure opportuno notare che questi modelli sono stati concepiti su base schematica, dato che non è possibile immaginare la pluralità dei problemi che possono porsi in ogni caso di specie. Questi schemi costituiscono una preziosa guida ma potranno essere modificati secondo le necessità riscontrate dalle collettività locali che ne faranno uso.

Sarà ugualmente compito delle collettività locali di determinare la maniera in cui esse intendono far partecipare i cittadini alla concertazione transfrontaliera, in particolare nel campo socio-culturale.

Una tale partecipazione contribuirebbe senza alcun dubbio a rimuovere certi ostacoli alla cooperazione transfrontaliera. La concertazione, sostenuta dall'interesse dei cittadini, godrebbe così di una solida base. Uno dei mezzi per instaurare la partecipazione del pubblico potrebbe essere il ricorso ad una associazione. Così, uno degli schemi di accordi (vedi 2.3) riguarda la creazione di una associazione di diritto privato.

## **2.1 Schema di accordo per la creazione di un gruppo di concertazione tra autorità locali**

*Nota preliminare:* Di norma, è possibile creare questo tipo di gruppo senza dover ricorrere a accordi interstatali. Numerosi esempi fanno testimonianza di questa possibilità. Tuttavia, se sussistessero incertezze di carattere giuridico o di altra natura, sarebbe opportuno che le condizioni di ricorso a questo tipo di concertazione fossero fissate in un accordo interstatale (vedi modello 1.3).

*Scopo del gruppo di concertazione e sede.*

### ARTICOLO 1.

Le autorità locali (Parti) s'impegnano a concertarsi nelle seguenti materie di loro competenza (specificare il campo o i campi di competenza o eventualmente riferirsi ai « problemi locali di vicinato »). A tal fine, esse istituiscono un gruppo di concertazione qui di seguito chiamato « gruppo » la cui sede è a...

Il compito del gruppo è di assicurare lo scambio di informazioni, la concertazione e la consultazione tra i suoi membri, per le materie indicate nel capoverso precedente. Le autorità e i membri del gruppo si impegnano a trasmettere al gruppo tutte le informazioni necessarie per il raggiungimento del suo scopo e a consultarsi in seno ad esso, prima di adottare decisioni o misure nelle suddette materie.

*Membri del gruppo.*

### ARTICOLO 2.

Ogni autorità locale Parte è rappresentata nel gruppo da una delegazione di ... membri da essa delegati. Ogni delegazione può, d'accordo con il gruppo, farsi accompagnare da rappresentanti di organismi socio-economici privati e da esperti (questa variante esclude la partecipazione a titolo di membri d'entità diverse dalle autorità locali, il che differenzierebbe questa formula dall'associazione di diritto privato considerata sotto 2.3).

Variante possibile: Il numero dei membri di ciascuna delegazione può variare. Possono diventare membri del gruppo le autorità lo-

cali e regionali, i gruppi socio-economici e le persone fisiche che sottoscriveranno il presente accordo.

Il gruppo decide sull'ammissione di nuovi membri. Ogni delegazione può, d'accordo con il gruppo, farsi accompagnare da rappresentanti di organismi privati o da esperti.

*Attribuzione del gruppo.*

ARTICOLO 3.

Il gruppo può deliberare su tutte le questioni indicate nell'articolo 1. Il processo verbale riporterà tutti i problemi a proposito dei quali si è manifestato il consenso come pure le raccomandazioni che è stato stabilito d'indirizzare alle autorità o raggruppamenti considerati.

Il gruppo è abilitato a far compiere studi e inchieste sulle questioni di sua competenza.

ARTICOLO 4.

I membri del gruppo possono stabilire di affidare al gruppo l'adempimento di certi compiti di ordine pratico ben definiti. Il gruppo può inoltre assolvere tutte le missioni che gli sono affidate da altre istituzioni.

*Funzionamento del gruppo.*

ARTICOLO 5.

Il gruppo stabilisce il suo regolamento interno.

ARTICOLO 6.

Il gruppo normalmente è convocato due volte l'anno o su domanda di un terzo dei membri che propongono l'iscrizione di un argomento all'ordine del giorno.

La convocazione e l'invio dell'ordine del giorno devono avvenire almeno con 15 giorni di anticipo, al fine di permettere la preparazione delle deliberazioni, in seno ad ogni istituzione rappresentata.

ARTICOLO 7.

Il gruppo designa nel proprio ambito un ufficio permanente di cui definisce le attribuzioni e la composizione.

La presidenza è esercitata in conformità al regolamento interno ed in mancanza di esso dal decano per età.

*Relazioni con i terzi e le autorità superiori.*

## ARTICOLO 8.

Nei rapporti con i terzi, il gruppo è rappresentato dal suo Presidente, salvo disposizioni particolari del regolamento interno. Le autorità superiori da cui dipendono i membri del gruppo possono ottenere da questo, a richiesta, ogni informazione sui lavori del gruppo e sono abilitati a inviargli un osservatore.

*Segretariato e finanziamento.*

## ARTICOLO 9.

Il Segretariato è assicurato da una delle istituzioni membri (con o senza un sistema di rinnovo annuale).

Ogni collettività è tenuta a contribuire alle spese di segretariato secondo i modi fissati qui di seguito:

.....

In via di principio, l'invio delle informazioni e della documentazione viene fatto nella lingua dello Stato da cui esse emanano.

*Adesioni e ritiri.*

## ARTICOLO 10.

Possono divenire membri del gruppo le autorità locali e regionali che sottoscriveranno il presente accordo. Il gruppo decide sulla ammissione dei nuovi membri.

## ARTICOLO 11.

Ogni membro può ritirarsi dal gruppo con la semplice notificazione della sua decisione al Presidente. Il ritiro di un membro non incide sul funzionamento del gruppo, salvo deliberazione formale del gruppo.

## ARTICOLO 12.

Le Parti informeranno il Segretario Generale del Consiglio d'Europa della conclusione di questo accordo e gliene trasmetteranno il testo.

**2.2 Schema di accordo per il coordinamento nella gestione degli affari pubblici locali transfrontalieri**

*Nota preliminare:* In molti Stati, questo tipo di accordo di coordinamento transfrontaliero è fin d'ora possibile. Se ciò non fosse,

le condizioni di ricorso a questo tipo di accordo dovrebbero essere fissate nel quadro di un'intesa interstatale preliminare (vedi modello 1.3).

*Scopo dell'accordo.*

ARTICOLO 1.

L'articolo 1 definisce lo scopo e l'oggetto dell'accordo (per esempio la ricerca di uno sviluppo armonico della regione di frontiera) e i campi interessati.

*Territorio considerato dall'accordo.*

ARTICOLO 2.

È il caso di precisare, nell'articolo 2, i territori, considerati dall'accordo, dei due (o tre) versanti della frontiera.

*Impegno.*

ARTICOLO 3.

Questo articolo stabilisce le condizioni che permettono di realizzare gli scopi dell'accordo (articolo 1). Secondo l'oggetto materiale dell'accordo possono essere previsti i seguenti impegni:

le Parti s'impegnano ad attenersi ad una procedura di consultazione prima di decidere in merito ad un certo numero di misure da adottare nei limiti delle proprie attribuzioni e del territorio amministrato;

le Parti s'impegnano ad adottare sul proprio territorio, nei limiti delle proprie attribuzioni, le misure necessarie per la realizzazione degli obiettivi considerati nell'accordo;

le Parti s'impegnano a non fare nulla di contrario agli obiettivi comuni, considerati dal presente accordo.

*Coordinamento.*

ARTICOLO 4.

Nell'articolo 4, è precisato, secondo le circostanze e le necessità proprie a ciascuno accordo, in quali circostanze si svolge il coordinamento:

designando il gruppo di competenza generale, considerato nello schema di accordo 2.1, quale gruppo di concertazione;

o prevedendo la creazione di un gruppo di concertazione specifico per lo scopo considerato in questo accordo;

oppure per mezzo di semplici contatti bilaterali diretti, a livello di autorità interessate.

#### *Conciliazione.*

##### ARTICOLO 5.

Ogni membro del gruppo di concertazione (ogni Parte se non vi è gruppo) può investire il gruppo (l'altra Parte se non vi è gruppo) ogni volta reputerà che l'accordo non sia stato applicato:

sia che la consultazione preliminare non sia avvenuta;

sia che le misure adottate non siano conformi all'accordo;

sia che le misure necessarie per la realizzazione dello scopo dell'accordo non siano state adottate.

Se le Parti non giungono ad un accordo, possono ricorrere ad una commissione di conciliazione incaricata di controllare il rispetto degli impegni.

#### *Organo di controllo.*

##### ARTICOLO 6.

Le Parti possono decidere la creazione di uno specifico organo per il controllo del rispetto degli impegni, composto di esperti designati in numero uguale dalle due Parti e di un esperto neutrale la cui designazione o la modalità di designazione è prevista in precedenza.

L'organo di controllo esprime il suo parere sul rispetto o il mancato rispetto dell'accordo. Esso è abilitato a dare pubblicità al suo parere.

##### ARTICOLO 7.

Le Parti informeranno il Segretario generale del Consiglio d'Europa della conclusione di questo accordo e gliene trasmetteranno il testo.

### **2.3 Schema per la creazione di associazioni transfrontaliere di diritto privato**

*Nota preliminare:* Si presume che la partecipazione di una collettività locale di uno Stato ad una associazione di diritto privato di un altro Stato sia possibile, secondo le stesse norme e alle stesse condizioni che si applicano alla partecipazione di detta collettività

locale ad una associazione di diritto privato del suo Stato. Se attualmente non fosse così, questa possibilità dovrebbe essere espressamente prevista nel quadro di un'intesa internazionale tra gli Stati interessati (vedi i modelli di accordi interstatali 1.3 e 1.4).

Di regola, le associazioni di diritto privato devono attenersi alla disciplina prevista dalla legge del Paese in cui la associazione ha la sua sede. Qui di seguito figura la lista delle disposizioni che il loro statuto dovrebbe dare, nella misura in cui la legge applicabile non le preveda. D'altra parte, le disposizioni relative al gruppo di concertazione (vedi schema 2.1) possono applicarsi anche, *mutatis mutandis*, a questo tipo di associazioni.

Gli statuti specificano in particolare:

- 1) i membri fondatori dell'associazione e le condizioni di adesione dei nuovi membri;
- 2) i nomi, la sede e la forma giuridica dell'associazione (facendo riferimento alla legge nazionale);
- 3) lo scopo dell'associazione, le condizioni per la realizzazione dei suoi obiettivi e i mezzi che essa ha a sua disposizione;
- 4) gli organi dell'associazione e in particolare le funzioni e le modalità di funzionamento dell'assemblea generale (modalità di rappresentanza e voto);
- 5) la designazione degli amministratori o dei gerenti e i loro poteri;
- 6) la portata dell'impegno degli associati nei confronti di terzi;
- 7) le condizioni per modificare norme statutarie e per lo scioglimento;
- 8) l'impegno, per le Parti, d'informare il Segretario generale del Consiglio d'Europa della creazione di un'associazione transfrontaliera e di comunicargliene lo statuto.

#### **2.4 Schema di contratto di fornitura o di prestazione di servizi tra collettività locali di frontiera (del tipo « di diritto privato »)**

*Nota preliminare:* Si presume che le collettività locali siano abilitate a concludere un tale tipo di contratto con autorità locali di altri Paesi. Se così non fosse, tale possibilità dovrebbe essere prevista nel quadro di un accordo interstatale (vedi modello 1.4).

Si tratta d'un contratto cui possono far ricorso le collettività locali per la vendita, la locazione, un negozio di lavori, la fornitura di beni o di prestazioni, la cessione di diritti di sfruttamento, ecc. Il ricorso, da parte delle collettività locali, a contratti del tipo « di diritto privato », a seconda degli ordinamenti giuridici e delle prassi nazionali, è più o meno ammesso e la distinzione tra contratti tipici « di diritto privato » e « di diritto pubblico » è difficile a tracciarsi. Tuttavia, si ammette che questo tipo di contratto può essere utilizzato ogni volta che, secondo l'interpretazione prevalente in ciascun

Paese, si tratti di una operazione principalmente di tipo commerciale o economico, che una persona, fisica o giuridica, di diritto privato avrebbe ugualmente potuto concludere. Per ogni operazione che comporti l'intervento delle collettività locali per l'esercizio delle attribuzioni che non possono essere che del potere pubblico, è opportuno considerare, oltre alle disposizioni qui di seguito riportate, la disciplina supplementare sviluppata nel contratto modello del tipo « di diritto pubblico » (v. 2.5).

#### *Parti.*

*L'articolo 1* designa le Parti (e precisa se l'accordo è o no aperto ad altre collettività locali).

*L'articolo 2* definisce le questioni connesse al diritto contrattuale in generale ed in particolare i beneficiari, le modalità e le condizioni. Se del caso, definisce pure le riserve necessarie quanto alla autorizzazione da accordare da parte delle autorità superiori nella misura in cui esse condizionano l'applicabilità del contratto.

#### *Oggetto del contratto.*

*L'articolo 3* fissa l'oggetto del contratto in relazione:

- a determinate materie;
- a zone geografiche;
- a persone (comuni, organismi nazionali a competenza locale, eccetera);
- a forme giuridiche determinate.

*L'articolo 4* fissa la durata del contratto, le condizioni di riconduzione e gli eventuali termini di realizzazione.

#### *Regime giuridico ed economico del contratto.*

*L'articolo 5* indica il luogo della firma e di esecuzione del contratto e precisa il regime giuridico del contratto (diritto internazionale privato) e la normativa applicabile.

*L'articolo 6*, all'occorrenza, regola le questioni legate al regime monetario (moneta nella quale deve essere pagato il prezzo come pure il modo di rivalutazione per le prestazioni di lunga durata) ed i problemi di assicurazione.

#### *Procedura di arbitrato.*

*L'articolo 7* prevede, quando ve n'è motivo, una procedura di conciliazione e prevede una procedura di arbitrato.

In quest'ultima eventualità, la commissione di arbitrato è composta come segue:

ogni Parte che abbia un interesse opposto designa (variante: i presidenti degli organi giudicanti competenti in materia amministrativa, alla cui giurisdizione è soggetta ciascuna delle Parti) una persona quale membro della commissione di arbitrato e le Parti insieme procedono alla designazione di uno o due membri indipendenti in modo da raggiungere un numero dispari di membri;

in caso di numero pari dei membri della commissione di arbitrato e di parità di voti, il voto del membro indipendente prevale.

#### *Modificazione e risoluzione del contratto.*

*L'articolo 8* fissa le norme che si applicano in caso di modificazione o risoluzione del contratto.

*Articolo 9.* Le Parti informano il Segretario generale del Consiglio d'Europa della conclusione di quest'accordo e gliene trasmetteranno il testo.

#### **2.5 Schema di contratto di fornitura o di prestazione di servizi tra collettività locali di frontiera (del tipo « di diritto pubblico »)**

*Nota preliminare:* Questa categoria di contratti si avvicina a quella prevista sotto 2.4 (contratti conclusi per uno scopo definito). Questa categoria comprende più particolarmente le concessioni di servizi pubblici o di lavori pubblici (o in ogni modo considerati « pubblici » da uno dei Paesi in causa), l'appalto e le offerte di concorso (1) di un comune ad un altro comune o ad un altro organismo dall'altra parte della frontiera. La concessione di tali prestazioni di carattere pubblico implica responsabilità e rischi particolari, legati ai servizi pubblici, che rendono di conseguenza necessaria l'introduzione nel contratto di disposizioni supplementari oltre quelle previste per il contratto di tipo « di diritto privato ».

La possibilità di far « passare la frontiera » a tale tipo di contratti non è necessariamente ammessa da tutti i Paesi e pertanto una tale possibilità e la definizione delle circostanze di ricorso a tali contratti dovrebbero spesso essere regolate preventivamente con un accordo interstatale (vedi modello d'accordo 1.4).

Il ricorso a tale contratto, di concezione e realizzazione abbastanza semplici, potrebbe, in certi casi, evitare la creazione di un organismo comune, tipo « Sindacato intercomunale transfrontaliero » (vedi 2.6), che pone altri problemi giuridici.

---

(1) Questa formula potrebbe essere utile alle collettività di frontiera particolarmente in materia di inquinamento: una collettività potrebbe offrire il proprio concorso finanziario a un'altra collettività di frontiera affinché quest'ultima realizzi taluni lavori di sua competenza, ma che, nello stesso tempo, presentano un certo interesse per la prima.

*Disposizioni contrattuali da prevedere.*

Nel caso che un contratto metta in gioco, almeno in uno dei Paesi, l'istituzione o la gestione del demanio pubblico, di un servizio pubblico o di un'opera pubblica di una collettività locale, è necessario prevedere garanzie contrattuali in conformità alle norme in vigore nel o nei Paesi interessati.

Il contratto si richiamerà, quando necessario, alle seguenti circostanze particolari:

1. al regolamento che fissa le condizioni di istituzione o di funzionamento dell'opera o del servizio considerato (per esempio: orari, tariffe, condizioni d'utilizzazione, ecc.);

2. alle condizioni particolari di realizzazione dell'impresa o della gestione considerata, per esempio: abilitazione e autorizzazione richieste, procedure, ecc.;

3. al capitolo d'oneri dell'impresa o della gestione;

4. ai procedimenti di adattamento del contratto in corso di esecuzione, nascenti dalle esigenze dell'interesse pubblico ed alle compensazioni in danaro che ne devono derivare;

5. alle modalità dei rapporti che derivano dall'impresa o dalla gestione considerate, tra, da una parte, gli utenti dell'opera o del servizio e, dall'altra, il gestore (per esempio: le condizioni di accesso, i canoni, ecc.);

6. alle modalità di recesso, di riscatto o di denuncia del contratto.

All'infuori di queste disposizioni particolari, si applicano le disposizioni riportate nello schema di contratto (del tipo « di diritto privato ») sotto 2.4.

**2.6 Schema d'accordo per la creazione di organismi di cooperazione intercomunale transfrontaliera**

*Nota preliminare:* Si presume che molte autorità locali siano ammesse a creare insieme un organismo dotato della personalità giuridica per la realizzazione e la gestione di un'opera pubblica o di un servizio pubblico.

La creazione ed il funzionamento di questa associazione o di questo sindacato dipenderanno essenzialmente dalla legislazione applicabile e dalle eventuali precisazioni che comporterà un accordo interstatale preventivo, autorizzante questa forma di cooperazione (vedi modello 1.5).

Qui di seguito è riportata la lista delle disposizioni che gli statuti dovrebbero fissare, nella misura in cui la legge applicabile non le prevede.

Gli statuti in particolare definiranno:

1. i membri fondatori dell'associazione e le condizioni di adesione dei nuovi membri;
2. il nome, la sede, la durata e la forma giuridica dell'associazione (con i riferimenti alla legge che le conferisce la personalità giuridica);
3. l'oggetto dell'associazione, le condizioni di realizzazione di quest'oggetto e i mezzi di cui essa dispone;
4. il modo in cui è formato il capitale della società;
5. la portata degli impegni degli associati ed i loro limiti;
6. le modalità di nomina e di revoca degli amministratori o gerenti dell'associazione e i loro poteri;
7. i rapporti dell'associazione con i membri, i terzi e le autorità superiori, in particolare per quanto concerne la comunicazione dei preventivi, dei consuntivi e dei conti;
8. le persone incaricate di esercitare controlli tecnici e finanziari sull'attività dell'associazione e le comunicazioni cui danno luogo le loro verifiche;
9. le condizioni di modificazione degli statuti e di scioglimento;
10. le norme applicabili in materia di personale;
11. le norme applicabili in materia di lingua.